



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 FEVRIER 1909.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 833

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

###### *Nomination d'un commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5 février courant, 1909, de nommer M. Alexander Smeley, du village de Bryson, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Bryson, comté de Pontiac, en remplacement de W. B. Clark, décédé. 743

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 9 février 1909, de nommer M. Joseph Roch-leau, fabricant de beurre, conseiller de la municipalité de Saint-Didace, comté de Maskinongé, en vertu des dispositions de l'article 326 du code municipal. 771

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th FEBRUARY, 1909.

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 834

#### Appointments

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

###### *Appointment of a school commissioner.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th February instant, 1909, to appoint Mr. Alexander Smeley, of the village of Bryson, a school commissioner for the school municipality of Bryson, county of Pontiac, to replace W. B. Clark, deceased. 744

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 9th February, 1909, to appoint Mr. Joseph Rocheleau, butter manufacturer, councillor of the municipality of Saint-Didace, county of Maskinongé, under the provisions of article 326 of the municipal code. 772

## Proclamations

Canada, }  
Province de } C. A. P. PELLETIER.  
Québec. }

[L. S.]  
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

## PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que  
Procureur-Général. } sur présentation au conseil municipal du comté de Stanstead, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité du canton Hatley, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Stanstead a nommé M. A. N. Thompson, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué par les laps de temps écoulés, en vertu de l'article 59 du code municipal par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village d'Ayer's Cliff qui est un démembrement de la municipalité du canton Hatley, dans le comté de Stanstead, comprend les lots numéros un, deux, trois, quatre (1, 2, 3, 4), de chacun des septième et huitième rangs de la subdivision primitive du dit canton Hatley, ainsi que les parties du cinquième lot de chacun de ces deux mêmes rangs qui peuvent se trouver sur le côté méridional du lac Massawipi, sera détaché de la municipalité du canton Hatley, et formera une municipalité séparée sous le nom de " la municipalité du village d'Ayer's Cliff ", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village d'Ayer's Cliff, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur

## Proclamations

Canada, }  
Province of } C. A. P. PELLETIER.  
Quebec. }

[L. S.]  
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

## PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, on pre-  
Attorney General. } sentation to the municipal council of the county of Stanstead, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the township of Hatley, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Stanstead has named Mr. A. N. Thompson, special superintendent charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated by lapse of time in virtue of article 59 of the municipal code by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Ayer's Cliff which is a dismemberment of the municipality of the township Hatley, in the county of Stanstead, comprises the lots numbers one, two, three, four (1, 2, 3, 4), of each of the seventh and eighth ranges of the primitive subdivision of the said township of Hatley, as well as the portions of the fifth lot of each of these two same ranges as there may be on the south side of lake Massawipi, shall be detached from the municipality of the township Hatley, and shall form a separate municipality under the name of " the municipality of the village of Ayer's Cliff ", from this date.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Ayer's Cliff, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight,

de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

759

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de FEVRIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGTIÈME jour du mois de FEVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni en Notre vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGTIÈME jour de FEVRIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DEUXIÈME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé, honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

27

Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

760

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of FEBRUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the SECOND day of the month of MARCH next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said TWENTIETH day of FEBRUARY next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the SECOND day of the month of MARCH next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of JANUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

28

## Avis du Gouvernement

‡ La compagnie "Cobalt-Rosario Mining Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

— La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Jean Trancle Armand, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 26 janvier 1909.

757

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 2 février 1909, constituant en corporation MM. Albert Grenon et Charles Grenon, cultivateurs, tous deux du lieu appelé "Descente des Femmes", Edmond Grenon, navigateur, Juste Dufour, marchand, et Auguste Côté, navigateur, de Saint-Alexis de la Grande Baie, dans le comté de Chicoutimi, dans les buts suivants, savoir : faire le commerce de bois généralement, bois de sciage, bois de pulpe, bois carré et toutes autres espèces de bois, manufacturer le bois de sciage, le bois de pulpe, acheter des moulins et accessoires pour scier, manufacturer et exploiter le dit bois de sciage ou autre, acheter, exploiter des terrains à bois, limites à bois, construire des vaisseaux à voiles ou à vapeur, les faire naviguer et les exploiter pour les besoins et les fins de la compagnie, acquérir et vendre des meubles et immeubles, faire le commerce de provisions, d'effets et marchandises, construire des quais, etc., sous le nom de "La Compagnie Grenon & Frères", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Saint-Alexis de la Grande Baie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1909.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

747

— Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29 janvier 1909, constituant en corporation MM. Frederick Harcourt et Lorenzo John Dunbar, marchands, P. Bennett Conran, courtier, Robert Forrest Ogilvy, ingénieur civil, Auguste Léonce Rinfret, courtier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Manufacturer, acheter et vendre toute sorte de papeteries, y compris des livres reliés ;

Acheter, vendre et manufacturer des machines à écrire et toute sorte de fournitures pour les dactylographes et agir comme agents pour iceux ;

Réparer et améliorer les machines à écrire, machines, matériaux et articles de toute sorte qui peuvent être employés pour les fins des affaires mentionnées ou pouvant être requis par les clients de toutes telles affaires ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer sur royauté ou acquérir autrement et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire et vendre, céder toutes marque de commerce, noms, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie et employer, exercer, développer, octroyer des licences y ayant rapport ou autrement, mettre à profit toutes telles marques de commerce et inventions, ou en disposer autrement ;

Faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts ou coopération avec toute

## Government Notices

"The Cobalt-Rosario Mining Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits or proceedings instituted against it, is Mr. Jean Trancle Armand, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

Quebec, 26th January, 1909.

758

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of February, 1909, incorporating Messrs. Albert Grenon and Charles Grenon, farmers, both of the place called "Descente des Femmes", Edmond Grenon, navigator, Juste Dufour, merchant, and Auguste Côté, navigator, of Saint Alexis de la Grande Baie, in the county of Chicoutimi, for the following purposes, to wit : to do a general business in wood, sawn lumber pulpwood, square timber and all other kinds of wood, manufacture sawn lumber, pulpwood, buy mills and accessories to saw, manufacture and deal in the said sawn lumber or other, purchase, operate wood lands, timber limits, build sailing and steam vessels, navigate and operate same for the purposes of the company ; acquire and sell moveable and immoveable property, to do a provision, goods and merchandise business, build wharves, &c., under the name of "La Compagnie Grenon & Frères", with a total capital of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be at Saint Alexis de la Grande Baie.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

748

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1909, incorporating Messrs. Frederick Harcourt and Lorenzo John Dunbar, merchants, P. Bennett Conran, broker, Robert Forrest Ogilvy, civil engineer, August Léonce Rinfret, broker, of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To manufacture, buy and sell all kinds of stationary, including bound books ;

To buy, sell and manufacture typewriting machines and all kinds of typewriter's supplies and to act as agents for the same ;

To repair and alter typewriters, machinery materials and articles of all kinds which shall be capable of being used for the purpose of any business herein mentioned or likely to be required by customs or any such business ;

To apply for, obtain, register, purchase lease on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, names, patents of invention, improvements and process under registration or otherwise useful to the business of the company and to use, exercise, develop, grant licence in respect of or otherwise turn to account any such trade marks and invention ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests or co-operation with any

autre personne ou compagnie et de promouvoir, assister ou aider et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre compagnie faisant les mêmes affaires que celles de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires avec objets semblables que ceux de la compagnie, ensemble avec bâtisses, machines, stock de commerce, clientèle et actif en général, prendre en tout ou en partie les engagements de telles affaires et payer pour iceux en tout ou en partie, en bons, débetures et stock payé de la compagnie et les vendre, louer ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débetures ou garanties de toute corporation faisant des affaires avec des objets semblables à ceux de la compagnie, ou en disposer;

Acheter, acquérir, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâtisses, matériel, machines nécessaires et en rapport aux affaires de la compagnie, ou en disposer autrement;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée.

Les opérations de la compagnie seront faites dans toute la Puissance du Canada et ailleurs, sous le nom de "The Perpetual Ledger Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1909.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février 1909, constituant en corporation MM. J. Alexander Smith, commis, de la ville de Saint-Lambert, F. Edmund M. Smith, commis, Charles Egbert Huston commis, A. George Brooke Claxton, Conseil du Roi, et Thomas Reginald Ker, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles dans la province de Québec ;

Faire, bâtir, construire aucun et tous les travaux publics et privés, entreprises, constructions et opérations, maisons d'habitation, manufactures, magasins et autres bâtisses ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux, et en disposer et développer, améliorer, exploiter et tracer toutes telles propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement ;

Vendre les dits immeubles sur le plan de versement ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Aider la construction et entretien ou construire ou maintenir des égouts, chemins, rues, aqueducs et autres travaux ou améliorations propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et profitable ;

Prendre et tenir des hypothèques, garanties, prêts et charges pour garantir le paiement de toute balance non-payée du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou avancée pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débetures, bons ou autres garan-

other person or company, and to promote assist in promoting and become shareholder in any subsidiary, allied or other company, carrying on a business similar to that of this company ;

To purchase or otherwise acquire any business with objects similar to those of the company together with buildings, machinery, stock in trade good will and assets generally, to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or paid up stock of the company and, to sell, lease or otherwise dispose of same or any part thereof ;

To acquire, hold, lease, pledge, mortgage, sell, exchange or dispose of shares, stock, debentures or securities of any corporation, carrying on business with objects similar to those of the company ;

To purchase, acquire, hold, use, lease, mortgage or otherwise dispose of real estate and buildings, plant machinery necessary and incidental to the business of the company ;

To do all acts and exercise all powers [and] carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated ;

The operations of the company to be carried on throughout the Dominion of Canada and elsewhere under the name of "The Perpetual Ledger Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montréal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty ninth day of January, 1909.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of February, 1909, incorporating Messrs. J. Alexander Smith, clerk, of the town of Saint Lambert, F. Edmund M. Smith, clerk, Charles Egbert Huston, clerk, A. George Brooke Claxton, King's Counsel, and Thomas Reginald Ker, advocate, of the city of Montréal, for the following purposes, viz :

To acquire by purchase, lease and otherwise, and to hold and own real estate (immoveables) in the province of Quebec ;

To make, build and construct any and all public and private works, undertakings, constructions and operations, dwelling houses, factories, shops and other buildings ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, exploit, and lay out any such property in the streets, lanes, squares, lots or otherwise ;

To sell said property on the instalment plan or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or tenants of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

To aid in the construction and maintenance, or to construct or to maintain sewers, roads, streets, waterworks or other works of improvements calculated to render to the company's property more accessible and profitable ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of any unpaid balance of the purchase price of any property sold by the company or advanced for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, bonds or other

ties dans aucune autre compagnie ayant des objets semblables de quelque manière que ce soit à ceux de cette compagnie et en disposer autrement ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et accepter des actions, bons, stock ou autres garanties de toute autre compagnie ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir et posséder et si c'est nécessaire, vendre toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, actif et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir et en disposer autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, un éclairage électrique et matériel de pouvoir ou pouvoirs d'eau pour la production de pouvoir ou autrement, dans la ville de Saint Lambert, ou acheter l'éclairage et pouvoir et les distribuer à un profit dans la ville de Saint-Lambert, le tout en rapport avec aucune partie des affaires de la compagnie ;

Agir comme agent général, mandataire, agent d'immeubles et d'assurance, et faire toutes choses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération de l'entreprise, sous le nom de "The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Company", avec un capital total de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00), divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1909.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de février 1909, constituant en corporation MM. John Metcalf Campbell, couvreur, Thomas Gilday, couvreur, Frederick William Gilday, médecin, Archibald Lorne Campbell Gilday, médecin, et Alfred Heney Pennington, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir les affaires de Campbell & Gilday, couvreurs, et la clientèle d'iceux, comme une affaire en opération, avec tout l'actif de la société et propriété, meubles et immeubles, y compris les livres de dettes, comptes de banque et tous les autres comptes appartenant à la dite société, et toutes dettes et comptes dus par la dite société, ensemble avec aucun et tous contrats que la dite société peut avoir en mains, ainsi que toutes les obligations, dont la dite société est responsable, soit pour travaux complétés ou en cours de construction, ensemble avec tous les contrats non encore exécutés, ainsi que la mise en opération de toutes soumissions qui ont été faites par la dite société pour travaux à l'avenir non pas encore adjugées, ainsi que faire en général les affaires de couvreurs, entrepreneurs et contracteurs et marchands d'immeubles, etc., sous le nom de "Campbell, Gilday Company, Limited", avec un capital total de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce deuxième jour de février 1909.

745

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux

securities in any other company having objects in any way similar to those of this company ;

To sell or otherwise dispose [of any of this company's moveable or immovable property upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept shares, bonds, stocks or other securities of any other company in payment or part payment therefor ;

To acquire and hold and if necessary sell and dispose of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire ;

To acquire by purchase, lease or otherwise an electric light and power plant or water powers for production of power or otherwise, at town of Saint Lambert, or to purchase, light and power and distribute the same at a profit at town of Saint Lambert, the whole in connection with any part of the company's business ;

To act as a general agent, mandatory, real estate and insurance agent, and to do everything that may be necessary to effectively carry out the undertaking, under the name of "The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Company, with a total capital stock of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00), divided into three thousand five hundred (3500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this second day of February, 1909.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of February, 1909, incorporating Messrs. John Metcalf Campbell, roofer, Thomas Gilday, roofer, Frederick William Gilday, physician, Archibald Lorne Campbell Gilday, physician, and Alfred Heney Pennington, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To acquire the business of Campbell and Gilday, roofers and the good will thereof, as a going concern, with all their partnership assets and property, real and personal, moveable and immovable, including book debts, bank accounts and all other accounts owing to said firm and all debts and accounts owing by said firm together with any and all contracts that the said firm may have in hand, as well as all the obligations that the said firm may be liable for, either for work completed or in course of construction together with any contracts yet to be executed, as well as carrying out of any tenders which may have been made by the said firm for future work not yet awarded, as well as to carry on the general business of roofers, builders and contractors and dealers in real estate etc., under the name of "Campbell, Gilday Company, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

746

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of

février 1909, constituant en corporation MM. Aug. Achille Faucher, médecin, de Montréal, George J. Delisle, M. P. P., industriel, de Yamachiche, Ovide Brouillard, industriel, de Drummondville, Victor J. Morisset, notaire, de Thetford Mines, Philip Poudrier, entrepreneur, de Black Lake, dans les buts suivants, savoir :

Acquérir par achat ou autrement, et posséder des terres, terrains, privilèges d'eau et droits et intérêts sur iceux, construire sur iceux, les développer, cultiver, exploiter, subdiviser, établir et les améliorer et utiliser autrement, les hypothéquer, louer, vendre ou en faire le commerce autrement ou en disposer, et en général faire les affaires de terres, terrains et de compagnie d'améliorations de terres et terrains ;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terres et terrains, ou intérêts sur iceux avec toutes bâtisses ou constructions qui peuvent être sur les dites terres ou terrains, ou aucun d'eux et de vendre, louer, échanger, hypothéquer le tout ou toutes parties des dites terres ou terrains, et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions qui sont maintenant érigées ou qui peuvent être érigées à l'avenir sur iceux ou en disposer autrement, et de prendre en conséquence telle garantie qui peut être jugée nécessaire ;

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, prendre ou tenir des hypothèques pour toute balance non payée et prix d'achat sur toutes terres, terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre ces hypothèques ou disposer autrement des dites hypothèques ;

Améliorer, conduire, changer, réparer, entretenir des bâtisses sur toutes terres et terrains sur lesquels la compagnie peut avoir des intérêts quelconques et en général faire les affaires dans la province de Québec, d'une compagnie d'immeubles et d'améliorations ;

Garantir et autrement, aider à l'exécution de contrats ou hypothèques de personnes, sociétés ou corporations, avec lesquelles la compagnie peut avoir des affaires et assumer et prendre tels hypothèques et contrats en dépôt ;

Acquérir, posséder, hypothéquer, vendre, aliéner et développer des pouvoirs d'eau ou autres sources d'énergie dans le comté de Mégantic, sans préjudice aux droits des compagnies existantes. Employer tels pouvoirs d'eau ou autres sources d'énergie à la fabrication de l'électricité, à faire fonctionner des aqueducs et généralement à la mise en opération de toutes telles industries auxquelles les dits pouvoirs d'eau et autres sources d'énergie pourront se prêter dans le comté de Mégantic, sous la restriction mentionnée plus haut ;

Construire, exploiter des aqueducs, des citernes de drainage, d'éclairage, de chauffage, de transmission de pouvoirs aux endroits indiqués plus haut ;

Produire, fabriquer et vendre de l'électricité pour le chauffage, les pouvoirs moteurs et autres fins auxquelles l'électricité peut se prêter dans le comté de Mégantic, sans préjudice aux droits des compagnies existantes ;

Aux fins ci-dessus mentionnées, la compagnie pourra placer ses fils et tuyaux sous terre, ou ses fils et tuyaux, poteaux et autres appareils à la surface de la terre, suivant qu'elle le jugera nécessaire ou convenable dans toutes les rues, chemins publics, ruelles et places publiques dans les villes, villages, paroisses, cantons ou parties de cantons en obtenant au préalable la permission des municipalités et des propriétaires intéressés selon le cas ;

Acquérir, aliéner, louer, échanger et payer soit en argent soit par actions libérées des immeubles et des meubles dans les limites des droits octroyés par la charte demandée ;

Faire toutes les transactions mobilières et immobilières dans les limites des pouvoirs octroyés par l'acte d'incorporation ;

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines ou minerais ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut

February, 1909, incorporating Messrs. Aug. Achille Faucher, physician, of Montreal, George J. Delisle, M. P. P., manufacturer, of Yamachiche, Ovide Brouillard, manufacturer, of Drummondville, Victor J. Morisset, notary, of Thetford Mines, Philip Poudrier, contractor, of Black Lake, for the following purposes, to wit :

To acquire by purchase or otherwise, and own lands, lots, water privileges and rights and interest in same, to build thereon, develop, cultivate, operate, subdivide establish improve and utilize the same otherwise, mortgage, lease, sell or otherwise trade in or dispose of, and in general do a land and lot business and a land and lot improvement company business ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands and lots, or interests in same, with all buildings and constructions which may be on the said lands or lots, or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage the whole or any part of the said lands or lots, and the whole or any of the buildings or constructions which are now erected or may be erected in the future on them and dispose of same otherwise, and to take in consequence such security as may be deemed necessary ;

To erect buildings and deal in building materials, take or hold mortgages for any unpaid balance or purchase price of lands lots, buildings or construction thus sold, and sell such mortgages or otherwise dispose of the said mortgages ;

To improve, manage, change, repair, maintain buildings on all lands and lots in which the company may have any interest whatever, and in general do the business of an immoveable property and improvement company in the province of Quebec ;

To guarantee and otherwise aid in the execution of contracts or mortgages of persons, associations or corporations, with which the company may have business, and assume and take such mortgages and contracts or deposit ;

To acquire, own, mortgage, sell, alienate, and develop water powers and other sources of energy in the county of Megantic, without prejudice to the rights of existing companies. To employ such water powers or other sources of energy for the manufacture of electricity, to operate water works and in general for the working of such industries, for which the said water powers and other sources of energy may be useful in the county of Megantic, under the restriction mentioned above ;

To build, operate water works, drainage, cisterns, light, heat, and to transmit powers to the places indicated above ;

To produce, manufacture and sell electricity for motive power and other purposes for which electricity may be useful in the county of Megantic, without prejudice to the rights of existing companies ;

For the purposes afo. esaid mentioned, the company may lay its wires and pipes underground, or its wires and pipes, posts and other apparatus on the surface of the ground, as it may deem necessary or convenient, in all the streets, public roads, lanes and public places in the towns, villages, parishes, townships or parts of townships, by previously obtaining the permission of the municipalities or proprietors interested, according to the case ;

To acquire, alienate, lease, exchange and pay either in cash or paid up shares for moveable or immoveable property, within the limits of the rights granted by the charter prayed for ;

To make all transactions in moveable or immoveable property within the limits of the powers granted by the act of incorporation ;

To prospect and explore for mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil,

miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir et posséder, louer, aliéner des mines et minerais, terrains miniers, droit de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention, ou le droit de se servir de ces appareils, ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle aura le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetée, digue, biaz, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Faire construire tout chemin gravoyé, macadamisé ou tramway, depuis ses mines jusqu'aux eaux navigables, ou aux chemins de fer ou les grands chemins les plus proches ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers, recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émises par une compagnie minière ou autre, et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges et franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies de Québec 1907, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire et se charger des dettes et charges y afférentes, faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation de sa constitution en corporation, fournir, vendre ou aliéner la lumière électrique, les autres pouvoirs ou sources d'énergie aux corporations municipales, aux particuliers ou à d'autres corporations dans le comté de Mégantic, sans préjudice aux droits des compagnies existantes, sous le nom de "Thetford Robertson Improvement Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Thetford Mines.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de février 1909.

773

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

#### ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 30 janvier 1909.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le seizième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-troisième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trentième jour du dit mois de mars.

633-2 L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Québec, 29 janvier 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Albert Bédard, écuyer, notaire public, pratiquant et de

earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, dredged, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; to render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of inventions, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with aforesaid purposes ;

To build, maintain and exploit upon its own property, or upon those under its control, telegraph, telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

To construct any gravel, macadamized road or tramway, from its mines to navigable waters, or to the nearest railways or highways ;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen, receive in payment for minerals lands, merchandise or works, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ;

To acquire, the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Companies Act, 1907, may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ; do all such act and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ; to supply, sell or alienate electric light, and the other powers or sources of energy to municipal corporations, individuals or other corporations in the county of Mégantic, without prejudice to the rights of existing companies, under the name of Thetford Robertson Improvement Co., Limited, with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation in the province, will be at Thetford Mines.

Dated from the office of the provincial secretary, this second day of February, 1909.

774

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

#### LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 30th January, 1909.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the sixteenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty third day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirtieth day of said month of March.

634 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.

Quebec, 29th January, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Louis Albert Bédard, esquire, notary public, practising and residing at Saint Rémi, in the county of Naperville, district

meurant à Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Charles Bédard, en son vivant notaire public, pratiquant au dit lieu de Saint-Rémi, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

627-2

No 3-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été adressée au Surintendant de l'Instruction publique, Québec, à l'effet de faire ériger en municipalité scolaire, sous le nom de Lalemant, le canton Guérin, dans le comté de Pontiac, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 15 avril 1904. 701.2

No 46-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été adressée au Surintendant de l'Instruction publique, Québec, à l'effet de faire annexer à la municipalité scolaire de Saint-Damase, dans le comté de Matane, les lots de terre Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6, des rangs VIII et IX du canton Cabot, qui ne font partie d'aucune autre municipalité scolaire. 699.2

Québec, 14 janvier 1909.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à son honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Omer Adélar Lemire, écrivain, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Pierre Léger Hubert, en son vivant notaire public, de la cité de Trois-Rivières, dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

389.5

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

##### *Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou gliissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais

of Iberville, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Charles Bédard, in his lifetime notary public, practising at the said Saint Rémi, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

628

No. 3-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUEBEC.

Notice is hereby given that application has been made to the Superintendent of Public Instruction Quebec, to erect into a school municipality, under the name of Lalemant, the township Guerin, in the county of Pontiac, with the limits assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 15th April, 1904. 702

No. 46-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUEBEC.

Notice is hereby given that application has been made to the Superintendent of Public Instruction, Quebec, to annex to the school municipality of Saint Damase, in the county of Matane, the lots of land numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6, of the ranges VIII and IX of Cabot township, which form part of no other school municipality. 700

Québec, 14th January, 1909.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Omer Adélar Lemire, esq., notary public, practising and residing in the city of Three Rivers, district of Three Rivers, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Pierre Léger Hubert, in his lifetime notary public, of the city of Three Rivers, said district, in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial secretary.

390

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

##### *Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news

et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

836

R. CAMPBELL,  
Assistant G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de

paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seek to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid hix.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

836

R. CAMPBELL,  
Assistant C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of

Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en un de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les incorporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

ique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de

with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 500 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the conso-

ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

837

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demande à la Législature

Les soussignés demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de leur accorder une charte les constituant, ainsi que toute personne qui se joindra à eux, en corporation, sous le nom de "La Ligue Antialcoolique de Québec".

L'objet de cette ligue est de promouvoir la cause de la tempérance, de combattre l'alcoolisme par tous les moyens légaux, par la parole, par les écrits, et spécialement en faisant poursuivre devant les tribunaux toutes les offenses commises contre la loi des licences.

O. CLOUTIER Ptre.  
P. B. DUMOULIN,

CHS. LANGELIER,  
C. R. PAQUIN M. D.,  
EDM. ROUSSEAU.

Québec, 1er février 1909.

649-2

Avis est présentement donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu J. H. Wilson à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament.

L. LYMAN,  
Procureur pour la requérante.

Montréal, 2 février 1909.

647-2

Avis est par le présent donné que J. A. Bélanger, médecin, de Grosse Pointe, dans l'état de Michigan, l'un des états-unis d'Amérique, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, sans examen.

DESAULNIERS & VALLEE.

Montréal, 1er février 1909.

639-2

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la corporation de la ville de Limoilou s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la dite ville, *re*: élection, qualification et nombre des échevins, pouvoir d'emprunt, listes et nombre des quartiers, privilèges, et toutes choses concernant l'intérêt général de la ville.

J. E. CHAPLEAU,  
Sec.-trésorier.

P. AUG. CHOQUETTE,  
Procureur de la corporation de  
la ville de Limoilou.

25 janvier 1909.

685-2

Les grevés et le curateur à la substitution créée par le testament de feu Isaïe Hurtubise, fils, donnent avis qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier par la législature la nomination d'un exécuteur testamentaire, et les divers actes qui ont été faits concernant l'administration de la dite succession, et lui concéder les pouvoirs nouveaux quant à la vente des biens de la dite substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME,

Montréal, 3 février 1909.

Procureurs.  
679-2

litation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

838

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Application to the Legislature

The undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation, under the name of "Ligue Antialcoolique de Québec".

Its object being to promote the cause of temperance, to combat alcoholism by all legal means, by speech, by writings, and specially by bringing to the attention of the courts all offences committed against the licence law.

O. CLOUTIER, ptre.  
P. B. DUMOULIN,

CHS. LANGELIER,  
C. R. PAQUIN M. D.,  
EDM. ROUSSEAU.

Quebec, 1st February, 1909.

650

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said J. H. Wilson to increase the annual rent payable to each of the latter's children, under his last will.

L. LYMAN,  
Attorney for petitioner.

Montréal, 2nd February, 1909.

648

Notice is hereby given that J. A. Bélanger, doctor in medicine, of Grosse Pointe, in the state of Michigan, one of the united states of America, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice and profession of medicine without examination.

DESAULNIERS & VALLEE.

Montreal, 1st February, 1909.

640

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the town of Limoilou will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the charter of the said town, *re*: election, qualification and number of aldermen, borrowing powers, lists and number of wards, privileges and anything concerning the general interest of the town.

J. E. CHAPLEAU,  
Sec. treasurer.

P. AUG. CHOQUETTE,  
Attorney for the corporation of  
the town of Limoilou.

29th January, 1909.

686

The institutes and the curator to the substitution created by the will of the late Isaïe Hurtubise, jr., give notice, they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a bill to ratify the appointment of a testamentary executor, and the various acts made concerning the administration of the said estate, and to grant him the new powers as to the sale of the properties of the said substitution.

LORANGER & PRUD'HOMME.

Montréal, 3rd February, 1909.

Attorneys,  
680

Avis que la "Montreal Trust and Deposit Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour lever les doutes qui peuvent exister sur la validité de son titre à la partie du lot No 3600, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée en front, au sud, partie par le chemin de la Côte Saint-Paul conduisant au pont sur le canal de Lachine et partie par le terrain du dit canal; à l'est par la propriété de la compagnie Montreal Gas, étant une partie du dit lot; en arrière, au nord, partie par le numéro officiel 3414 et partie par le centre de l'ancien cours de la rivière Saint-Pierre, et à l'ouest par les lots numéros officiels 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 et 3602, et pour faire ratifier son dit titre, en autant qu'il peut être nécessaire.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Procureurs de la requérante.  
Montréal, 3 février 1909. 663-2

## AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec et au gouvernement provincial, à la prochaine session, pour obtenir que la charte de la "Montreal Light, Heat & Power Company" soit modifiée afin d'empêcher cette compagnie d'exercer les droits et privilèges qu'elle prétend posséder, tant en son nom qu'au nom d'autres compagnies, de manière à priver la cité de la maîtrise et de la jouissance de ses rues et places publiques, et aussi pour obtenir que la cité ait le droit de se servir des poteaux de la dite compagnie, de la forcer à mettre ses fils sous terre et à se soumettre à ce que l'intérêt de la cité et de son autonomie municipale exigera.

La dite cité demandera aussi les pouvoirs nécessaires pour faire l'acquisition du chemin Saint Michel.

L. O. DAVID,  
Greffier de la cité.  
695-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires et par les représentants légaux de feu William Murray, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des dits exécuteurs, fidéicommissaires et légataires fiduciaires agissant en vertu du testamein de feu William Murray au sujet de la prise de possession des biens au temps durant lequel leurs pouvoirs et autorité s'étendent en vertu des dispositions du dit testamein.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE, & POPE.  
Soliciteurs des requérants.  
Montréal, 3 février 1909. 695-2

Avis est par les présentes donné que Côme A. Dugas, médecin, Joseph George Dubeau, courtier d'assurance, A. Hector Desloges, médecin, Joseph A. Mercier, avocat, et Joseph Charles Hector Dussault, avocat, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant en corporation et ceux qu'ils pourront s'adjoindre sous le nom de "National Weekly Indemnity Company", aux fins de faire le commerce d'assurance contre les pertes souffertes par les accidents et la maladie.

J. C. H. DUSSAULT,  
Procureur des requérants.  
Montréal, 1er février 1909. 665-2

Notice that the Montreal Trust and Deposit Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to take away any doubt which may exist on the validity of its title to that part of lot No. 3600, of the plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front, to the south, partly by Côte Saint Paul road leading to the bridge crossing the Lachine canal and partly by the property of the said canal; to the easterly side by the property of the Montreal Gas Company being a part of said lot; in rear to the north, partly by official No. 3414 and partly by the centre of the actual former river Saint Pierre, and on the westerly side by the official lots Nos. 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3928, 3601 and 3602, and to ratify its said title, in as much as necessary.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Solicitors for applicant  
Montreal, 3rd February, 1909. 664

## NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Quebec Legislature and to the Provincial Government, at the coming session, for legislation, to the effect of amending the charter of the Montreal Light, Heat & Power Company, so as to prevent said company from exercising the rights and privileges which it alleges it is vested with both in its own name and in the name of other companies, in such a manner as to deprive the city of the control of its streets and public places, and also to the effect of empowering the said city to use the poles of said company, to compel such company to place its wires under ground and to submit to such conditions and limitations as the interest of the city and of its municipal autonomy may require.

The said city will also apply for the necessary powers to acquire the Saint Michel road.

L. O. DAVID,  
City clerk.  
696

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the executors, trustees and fiduciary legatees, and by the legal representatives of the late William Murray, for the passing of an act to define the powers of the said executors, trustees and fiduciary legatees acting under the last will and testament of the said late William Murray with respect to their seizing of the estate and the time during which their powers and authority extend under the terms of the said will.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLAND & POPE,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 3rd February, 1909. 694

Notice is hereby given that, Côme A. Dugas, physician, Joseph George Dubeau, insurance broker, A. Hector Desloges, physician, Joseph A. Mercier, advocate, and Joseph Charles Hector Dussault, advocate, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain a bill constituting them, and all others who may join them, a corporation under the name of the "National Weekly Indemnity Company", for the purpose of indemnifying against losses suffered by accidents and sickness.

J. C. H. DUSSAULT,  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 1st February, 1909. 666

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte divisant la municipalité de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, pour y ériger une municipalité de village distincte et séparée de la première, qui serait connue sous le nom de "municipalité du village de Sainte-Thècle".

Cette nouvelle municipalité serait bornée au nord et au nord-ouest, partie par le lot No 86, appartenant à Théophile Magnan, et partie par le lot No 85, appartenant à Philorum Béland, à Cyprien Guillemette, à la Fabrique de Sainte-Thècle et au Lac Chicot; au sud-ouest et au sud par le lot No 82, appartenant à Jean Plamondon; au sud-est par la ligne du Canadian Northern Quebec Railway Company, et au nord-est par partie du lot No 87, les immeubles qu'elle devra comprendre faisant partie des lots Nos 83, 84, 85 et 86, du cadastre, pour la dite municipalité.

ANTONIN GALIPEAULT,  
Procureur des requérants.

Québec, 25 janvier 1909. 563-3

La corporation du village de Laprairie s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte spéciale l'incorporant en ville, agrandissant son territoire, par l'annexion d'une partie de la Commune de Laprairie et d'une partie du territoire de la paroisse de Laprairie, lui permettant d'exproprier toutes parties de la Commune de Laprairie, dans les limites de son territoire et de soumettre toute partie de la Commune de Laprairie, qui serait incluse dans le territoire de la requérante au contrôle absolu de cette dernière, d'établir et de maintenir des chemins dans la dite Commune, soumettant la requérante à la loi des cités et villes, 1903, mais limitant le nombre et fixant le taux des licences d'hôtels et autres; divisant la ville en quartiers, changeant le mode d'élection du maire et des conseillers; réglant le taux des impositions foncières générales ou spéciales; réglant les rapports de la requérante avec les syndics de la Commune de Laprairie, et toutes autres personnes ou corporations ayant des droits sur icelle et définissant leurs droits et obligations respectifs; modifiant la loi 49-50 Victoria, chapitre 58; fixant la date du paiement des taxes foncières ou autres; déterminant la qualification des électeurs; réglant la passation et l'approbation des règlements par les électeurs, spécialement en ce qui concerne les privilèges et franchises accordés par la requérante pour des fins d'utilité publique, la confection de la liste électorale, définissant le pouvoir d'emprunt, permettant d'accorder privilèges à des compagnies de tramways et autres, pour le transport des passagers ou du fret et de passer contrats à cette fin et pour autres fins.

LAURENDEAU, PELLETIER  
& PELLETIER,  
Avocats de la requérante.

Montréal, 27 janvier 1909. 587-3

Avis public est par les présentes donné, que la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander la passation d'un acte autorisant et garantissant un emprunt pour venir en aide aux victimes de l'incendie du vingt-deux juin mil neuf cent huit, de la cité des Trois-Rivières, et pour autres fins.

L. T. DESAULNIERS,  
Sec. trés., cité des Trois-Rivières.  
Trois-Rivières, 13 janvier 1909. 369-5

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to divide the municipality of the parish of Sainte Thècle, in the county of Champlain, to erect therein a distinct and separate village municipality from the former to be known as the "village municipality of Sainte Thècle".

This new municipality will be bounded on the north and north west, partly by lot No. 86, belonging to Théophile Magnan, and partly by lot No. 85, belonging to Philorum Béland, to Cyprien Guillemette, to the Fabric of Sainte Thècle and to Lake Chicot; on the south west and on the south by lot No. 82, belonging to Jean Plamondon; on the south east by the Canadian Northern Quebec Railway line, and on the north east by part of lot No. 87, the immovables which it shall comprise form part of lots Nos. 83, 84, 85 and 86, of the cadastre, for the said municipality.

ANTONIN GALIPEAULT,  
Attorney for petitioners.

Québec, 26th January, 1909. 564

The corporation of the village of Laprairie will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a special charter incorporating the said village as a town, enlarging its territory, by the annexion of the "Commune de Laprairie," and of one portion of the territory of the parish of Laprairie, authorizing it to expropriate all portions of the "Commune de Laprairie" within the limits of its territory, and to submit all portion of the "Commune de Laprairie" which should be enclosed within the territory of the petitioner to the absolute control of the latter, to establish and maintain roads in the said Commune, submitting the petitioner to the act of the cities and towns, 1903, but limiting the number and fixing the rate of the licences for hotels and others; dividing the town in wards, changing the mode of the election of the mayor and counsellors; regulating the rate of the general or special ground impositions; regulating the relations of the petitioner with the trustees of the "Commune de Laprairie", and all other persons or corporations having some rights upon the latter and determining their respective rights and obligations; amending the act 49-50 Victoria, chapitre 58; fixing the date for the payment of the ground taxes or others; determining the qualifications of the electors, regulating the adoption and approbation of by-laws by the electors, specially concerning the privileges and franchises granted by the petitioner for public utilities, the making of the electoral list, determining the borrowing power, authorizing the granting of privileges to tramways companies or others for the carrying of passengers or freight and the passing of deeds to that effect and for other ends.

LAURENDEAU, PELLETIER  
& PELLETIER,  
Attorneys for the petitioner.

Montréal, 27th January, 1909. 588

Public notice is hereby given that, the city of Three Rivers, will apply to the legislature of this province, at its next session, for the passing of an act authorizing and guaranteeing a loan in aid of the victims of the fire of the twenty second of June, nineteen hundred and eight, of the city of Three Rivers, and for other purposes.

L. T. DESAULNIERS,  
Sec. tres., city of Three Rivers.  
Three Rivers, 13th January, 1909. 370

Avis est par le présent donné que G. W. O. Matthews, surintendant, et C. L. Girard, cultivateur, contribuables de la paroisse de Saint-Sauveur; J. W. Kimpton, industriel, J. S. Stephens, charretier, J. W. Boyd, marchand, contribuables de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi incorporant en municipalité de village, sous le nom de municipalité du village de Shawbridge, le territoire comprenant ces parties des paroisses de Saint-Sauveur et de Saint-Jérôme, situées entre la ligne de division nord du lot No 3, de la paroisse de Saint-Sauveur au nord; la rivière du Nord à l'ouest; les lignes de division sud des lots 338, 339 et 337 de la paroisse de Saint-Jérôme, au sud; et la ligne du canton d'Abercrombie à l'est, avec en outre les lots 18-a du 6e rang, 18-a, 18b, 19-a, 19-b et 20-a du 5e rang, et 19c, 19-d et 20 du 4e rang du dit canton Abercrombie, et afin d'obtenir aussi tous les pouvoirs nécessaires au village projeté.

RINFRET & MARCHAND,

Procureurs des requérants.

Saint-Jérôme, 11 janvier 1909. 319-5

AVIS.

La Compagnie de Pouvoir Electrique Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander à amender sa charte, dans le but de changer son émission d'actions, d'augmenter son pouvoir d'émettre des bons et autres fins.

A. GIRARD,

Président.

J. O. MATTE,

Secrétaire.

Québec, 21 janvier 1909. 537.3

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que mesdemoiselles Herminie Têtu, Azarine Caron, Valérie Rivard, Amélie Smith et Marie Hamel, de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, elles et toutes autres personnes qu'elles pourront s'adjoindre, sous le nom de "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens et autres fins.

SIROIS & SIROIS,

Procureurs des requérantes.

Québec, 23 janvier 1909. 545.3

Avis est par le présent donné que Alexis Turgeon, de la cité de Sorel, district de Richelieu, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examens.

G. E. MATHIEU,

Avocat du requérant.

Sorel, 16 janvier 1909. 541.3

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Louis demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, amendant sa charte d'incorporation, à l'effet de ratifier le règlement No 149, passé par la dite ville, le 9 juin, approuvé par les électeurs propriétaires, le 14 juillet, et autorisé par le lieutenant-gouverneur, le 4 août 1908, décrétant l'annexion de la dite ville de Saint-Louis à la cité de Montréal, aux conditions portées au dit règlement, et pour d'autres fins.

BISAILLON & BROSSARD,

Procureurs de la ville de Saint-Louis.

Montréal, 22 janvier 1909. 593.2

Notice is hereby given that G. W. O. Matthews, superintendent, and C. L. Girard, farmer, ratepayers of the parish of Saint Sauveur; J. W. Kimpton, manufacturer, J. S. Stephens, carter, and J. W. Boyd, merchant, ratepayers of the parish of Saint Jerome, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for a law incorporating as a village municipality, under the name of the municipality of the village of Shawbridge, the territory comprised those portions of the parishes of Saint Sauveur and Saint Jerome, comprised between the northern division line of lot No. 3 of the parish of Saint Sauveur to the north; the north river to the west; the southern division lines of lots Nos. 338, 339 and 337 of the parish of Saint Jerome to the south; and the division line of the township of Abercrombie to the east, with also lot No. 18a of the 6th range, lots 18-a, 18-b, 19-a, 19-b and 20 of the 5th range, and lots 19-c, 19d and 20 of the 4th range of the said township of Abercrombie, and to obtain all powers necessary for the proposed village.

RINFRET & MARCHAND,

Attorneys for petitioners.

Saint-Jerome, 11th January, 1909. 320

NOTICE.

The Quebec Electric Power Company will apply to the Legislature of this province, at its next meeting, to amend its charter in order to change the issue of his shares and to increase the power of issuing bonds and other purposes.

A. GIRARD,

President.

J. O. MATTE,

Secretary.

Quebec, 21st January, 1909. 538

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Misses Herminie Têtu Azarine Caron, Valérie Rivard, Amélie Smith and Marie Hamel, of the city of Quebec, shall make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and any other persons as "L'Œuvre de Protection des Jeunes Filles", with the right of possessing real estate and for other purposes.

SIROIS & SIROIS,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 23rd January, 1909. 546

Notice is hereby given that Alexis Turgeon, in the city of Sorel, Richelieu district, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the college of dental surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice of dental surgery after examinations.

G. E. MATHIEU,

Attorney for applicant.

Sorel, 16th January, 1909. 542

Notice is hereby given that the town of Saint Louis will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act amending its charter of incorporation, for the purposes of ratifying by-law No. 149, passed by the said town, on the 9th of June, approved by the proprietors, on the 14th of July, and authorized by the lieutenant-governor, on the 4th of August 1908, enacting the annexion of the said town of Saint Louis to the city of Montreal, upon the conditions mentioned in the said by-law, and for others purposes.

BISAILLON & BROSSARD,

Solicitors for the town of Saint Louis.

Montreal, 22nd January, 1909. 594

## AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville Emard s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement dans les cas suivants, les lois 8 Edouard VII, chapitre 103 et 3 Edouard VII, chapitre 38, et demandant certains pouvoirs plus étendus, comme suit :

(a) Amender les articles 471 et 472 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 38, de manière à ce que :

1° La prescription des cotisations pour égouts ne commence à courir, dans tous les cas, qu'à l'expiration du délai accordé pour le paiement des dites cotisations, en vertu des règlements de la corporation.

2° Le privilège accordé par l'article 471 ci-dessus mentionné, subsiste tant et aussi longtemps que la prescription ne sera pas acquise dans le cas prévu plus haut.

(b) Ratification d'un contrat passé devant Beaulieu, notaire, entre la ville Saint-Paul et la ville Emard, lequel contrat accorde à la ville Saint-Paul le droit de placer, à ses frais, un trottoir sur le côté est de la 1ère Avenue, et aux propriétaires de la ville Saint-Paul, dont les propriétés sont situées sur la dite avenue, le droit de drainer leurs propriétés dans l'égout collecteur construit par la ville Emard sur la dite 1ère Avenue.

(c) Ratification d'un contrat passé entre "The Mount Royal Spinning Co., Ltd.," accordant à la compagnie, dont les propriétés sont situées dans la ville Saint-Paul, le droit de raccorder ses drains au canal d'égout de la ville Emard.

(d) Amender le paragraphe premier de l'article 383 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 38, de manière à donner à la corporation le pouvoir de forcer les propriétaires, dans certaines rues, à bâtir à sept pieds de la ligne de la rue.

(e) Amender le paragraphe 3 de l'article 386 de la dite loi de manière à ce que la dite corporation puisse construire des trottoirs dans les rues de la municipalité aux frais de la corporation et des propriétaires dont les immeubles sont situés sur les rues où ces trottoirs auront été faits; de manière à ce que le dit conseil puisse distribuer, comme il le jugera à propos, le coût de la construction des dits trottoirs entre elle et les dits propriétaires adjacents; de manière à ce que le dit conseil ait le droit d'imposer une cotisation spéciale à cet effet sur les dits propriétaires soit en raison de l'étendue du front de leurs propriétés, ou autrement ainsi que pour prescrire la manière dont la dite cotisation devra être prélevée.

CODERRE, CEDRAS & CEDRAS,

Procureurs de la

corporation de la ville Emard.

Corporation de la ville Emard, 13 janvier 1909. 343-5

Avises par le présent donné qu'une demande sera faire à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par The Eastern Trust Company, (incorporée par acte du Parlement du Canada, sanctionné le 1er avril 1893, 56 Victoria, ch. 84), ayant son principal bureau dans la cité d'Halifax, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et faisant affaires dans la dite province et ailleurs, pour obtenir un acte afin de l'autoriser à faire des affaires dans la province de Québec, à accepter la position de fiduciaire, exécuteur, liquidateur, administrateur, tuteur et curateur, à exercer tels autres pouvoirs conférés à des compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

CASGRAIN, MITCHELL &

SURVEYER,

Solliciteurs de la requérante.

Daté à Montréal, ce 13e jour de janvier 1909. 367.5

## PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Emard will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the following, the act 8 Edward VII, chapter 103 and 3 Edward VII, chapter 38, and praying for certain more extensive powers, as follows :

(a) To amend articles 471 and 472 of act 3 Edward 7, chapter 38, so that :

1. The prescription of assessments for drains does not begin to run, in any case, until the expiration of the delay granted for the payment of the said assessments, in virtue of the by-laws of the corporation :

2. The privilege granted by article 471 above mentioned remains in force in as much and as long as the prescription shall not be acquired in the case foreseen above.

(b) The ratification of a contract made before notary Beaulieu, between the town of Saint Paul and the town of Emard, which contract grants the town of Saint Paul the right to place, at its costs, a sidewalk on the east side of the first Avenue and to the proprietors of the town of Saint Paul, whose properties are situate on the said Avenue, the right to drain their properties in the main sewer constructed by the town of Emard on the said first avenue.

(c) The ratification of a contract made between The Mount Royal Spinning Co., Ltd., granting to the company, whose property is situated in the town of Saint Paul, the right to connect its drains with the sewer pipe of the town of Emard.

(d) To amend the first paragraph of article 383 of the act 3 Edward VII, chapter 38, so as to give the corporation the power to oblige the proprietors, in certain streets, to build seven feet from the street line.

(e) To amend paragraph 3 of article 386 of the said act so that the said corporation may construct sidewalks in the streets of the municipality at the cost of the corporation and the proprietors whose immoveables are situated on the streets where these sidewalks may be made; so that the said council may distribute, as it may judge proper, the cost of the construction of the said sidewalks, between it and the said adjoining proprietors; so that the said council may have the right to impose a special assessment to this effect on the said proprietors either in accordance with the extent of frontage of their properties or otherwise, as also to prescribe the manner the said assessment shall be levied.

CODERRE, CEDRAS & CEDRAS,

Attorneys for the

corporation of the town of Emard.

Corporation of the town of Emard, 13th January, 1909. 344

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Eastern Trust Company, (incorporated by act of the parliament of Canada, assented to 1st April, 1893, 56 Victoria, ch. 84), having its head office at the city of Halifax, in the province of Nova Scotia and carrying on business in said Province and elsewhere, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec, to accept the position of trustee, executor, liquidator, administrator, tutor and curator, to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

CASGRAIN, MITCHELL &

SURVEYER,

Solicitors for applicant.

Dated at Montreal, this 13th day of January, 1909. 368

Avis est donné que Joseph Adélaré Provencher, étudiant en droit, de la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, présentera à la prochaine session de la législature de la province de Québec, un projet de loi à l'effet d'amender le statut de 1903, 3 Édouard VII, chapitre 139, en substituant aux mots "l'examen final" dans la troisième ligne de l'article premier, les mots "un examen oral sur le code civil, le code de procédure civile et le code criminel".

J. A. TESSIER,  
Procureur du dit J. A. Provencher.  
Trois-Rivières, 20 janvier 1909. 499.4

## AVIS.

Il est donné avis par le présent que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session par Malcolm Fraser, Archibald Andrew Fraser, tous deux de la ville de Fraserville, par Dame Alice Fraser, de la cité de Montréal, épouse de Hector Prévost, et par Arthur C. Sutherland et Dame Marie Anne Brunelle, épouse du dit Arthur C. Sutherland, de la dite ville de Fraserville, tuteurs conjoints à Marie Yvonne Henriette Fraser, fille mineure de feu Joseph William Fraser, les héritiers de feu William Fraser, en son vivant seigneur des seigneuries de la Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc et de Villeray, de permettre aux dits héritiers de concéder et vendre légalement, nonobstant la minorité de la dite Marie Yvonne Henriette Fraser, les terrains situés dans les dites seigneuries Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc et de Villeray.

BEDARD, CHALOUT & PREVOST,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 18 janvier 1909. 497.4

Avis est, par les présentes, donné que la corporation municipale du village de Sainte-Anne de Beau-pré, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux de réglementation pour le maintien de la paix et de l'ordre public, pour la protection et l'accommodation des pèlerins et voyageurs; pour la division de la municipalité en quartiers; pour l'octroi, aux conditions qu'il plaira au conseil municipal d'imposer, des licences ou l'imposition d'une taxe aux maîtres de pension, aux cochers de place, aux marchands colporteurs ou autres y faisant un commerce quelconque, et pour autres fins.

FERDINAND ROY,  
Avocat de la corporation requérante.  
Québec, 20 janvier 1909. 491.4

Avis est par les présentes donné que la compagnie du chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement l'acte 4 Édouard VII, chapitre 71, section 10, en prolongeant le délai pour commencer et compléter les embranchements et extensions y mentionnés et pour autres fins.

L. A. CANNON,  
Avocat de la compagnie requérante.  
Québec, 21 janvier 1909 527.4

Avis est par les présentes donné que Dame Marie Eugénie Dionne, veuve de sieur Arthur Dusseault, en son vivant, marchand, de l'Islet, comté de l'Islet, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, demeurant au dit lieu de l'Islet, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte révoquant deux actes de donation fiduciaire qu'elle a consentis le vingt-neuf novembre 1899 et le quatorze décembre 1899, devant M<sup>re</sup> C. Leclerc, N. P., en faveur de ses dits enfants mineurs, et portant respectivement les numéros 2953 et 2970, des minutes du répertoire du dit M<sup>re</sup> Leclerc.

AIME M. DECHENE,  
Procureur de la requérante.  
Montmagny, 9 janvier 1909. 477.4

Notice is given that Joseph Adélaré Provencher, student at law, of the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers, will present to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, a bill to amend the statute of 1903, 3 Edward VII, chapter 139, by substituting to the words "final examination" in the third line of article one, the words "an oral examination on the civil code, the code of civil procedure and the criminal code".

J. A. TESSIER,  
Attorney for the said J. A. Provencher.  
Three Rivers, 20th January, 1909. 500

## NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Malcolm Fraser, Archibald Andrew Fraser, both of the town of Fraserville, by Dame Alice Fraser, of the city of Montreal, wife of Hector Prévost, and by Arthur C. Sutherland and Dame Marie Anne Brunelle, wife of the said Arthur C. Sutherland, of the said town of Fraserville, joint tutors to Marie Yvonne Henriette Fraser, minor female child of the late Joseph William Fraser, the heirs of the late William Fraser, in his lifetime seigneur of the seigniories of Rivière du Loup, de Verbois de Le Parc and the Villeray, to permit the said heirs to cede and legally sell, notwithstanding the minority of the said Marie Yvonne Henriette Fraser, the lands situate in the said seigniories of Rivière du Loup, de Verbois, de Le Parc and the Villeray.

BEDARD, CHALOUT & PREVOST,  
Attorneys for petitioners  
Québec, 18th January, 1909. 498

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Sainte Anne de Beau-pré, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act granting it certain special administrative powers, for the maintenance of the peace and public order, for the protection and accommodation of pilgrims and travellers; for the division of the municipality into wards; for the granting, on the conditions it shall please to the municipal council to impose, of licenses or the imposition of a tax on boarding house keepers, on carters, on peddlers or others there doing business of any kind, and for other purposes.

FERDINAND ROY,  
Advocate for the petitioning corporation.  
Québec, 20th January, 1909. 492

Notice is hereby given that the Québec & Lake Saint John Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend chapter 71, section 10, of 4 Edward VII, by extending the time for the commencement and completion of the branch lines and extensions therein mentioned for other purposes.

L. A. CANNON,  
Solicitor for applicant.  
Québec, 21st January, 1909. 528

Notice is hereby given that Dame Marie Eugénie Dionne, widow of Sieur Arthur Dusseault, in her lifetime, merchant, of l'Islet county of l'Islet, in her quality of tutrix to her minor children, residing in the said place l'Islet, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to revoke two deeds of fiduciary donation consented to by her the twenty ninth of November, 1899, and the fourteenth of December, 1899, before M<sup>re</sup> C. Leclerc, N. P., in favor of her said minor children, and bearing respectively the numbers 2953 and 2970 of the minutes and repertory of the said M<sup>re</sup> Leclerc.

AIME M. DECHENE,  
Attorney for petitioner.  
Montmagny, 19th January, 1909. 478

## AVIS.

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'emprunter pour la construction de nouvelles écoles et l'agrandissement d'une école déjà construite, la somme de cent cinquante mille dollars, amendement en conséquence la loi 54 Victoria chapitre 53.

ULRIC LAFONTAINE,

431.4 Secrétaire trésorier.

Avis est par le présent donné que Haralampos Koutsogianopoulos, Michael George Cocoliades, Konstantinos Me'rakos, George N. Kyriazopoulos et Demetrias A. Zarafoniies, tous de la cité de Montréal, marchands, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer et les déclarer en un corps politique et incorporé, sous le nom de "The Greek Orthodox Church Evagelismos", avec pouvoir de tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits concernant les corporations religieuses, aussi les incorporer en une association mutuelle de bienfaisance, sous le nom de "The Greek Orthodox Mutual Benefit Association", et une association de bienfaisance grec, dans le but d'assister les pauvres et indigents grecs, sous le nom de "The Greek Charitable Association of Montreal", et aussi les incorporer comme école pour les grecs de Montréal, sous le nom de "The Greek Orthodox School", avec pouvoir d'acheter et vendre des terrains et propriétés pour les susdites fins et avec tous les pouvoirs ordinairement accordés pour incorporer des corporations dans la province de Québec.

WALSH &amp; WALSH,

Procureurs des requérants.

Montréal, 18 janvier 1909. 441.4

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par M. Octave Beaubien, de la ville de Montmagny, pour obtenir la ratification de deux actes de ventes, passés le 18 janvier 1909, devant M<sup>re</sup> Georges Wilfrid Pion, N. P., entre le requérant et Adélar Collin, de la ville de Montmagny, et entre le requérant et Joseph Tremblay, aussi de la ville de Montmagny, d'une terre étant les Nos. 18, 19 et 116 de la ville de Montmagny et partie du No 299, du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, la dite terre ayant été substituée par le testament de l'honorable J. O. Beaubien, passé devant M<sup>re</sup> F. X. Gendreau, N. P., en date du 28 octobre 1877, et enregistré sous le No 6128.

CHARLES FREMONT,

Procureur du requérant.

Québec, 19 janvier 1909. 457.4

## AVIS

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Autonomie municipale, finances et administration, emprunts et emploi d'iceux, liste électorale, rôles d'évaluation et de répartition et contestation d'iceux, composition du conseil, expositions, certaines expropriations telles que spécifiées dans le projet de loi à être soumis au Parlement, et pouvoir d'acheter certains immeubles dans des rues où les terrains ont été expropriés en vertu des expropriations annuelles, ouverture de rues, de boulevards et de parcs, annexions, droits, pouvoirs et indemnité des échevins, allocations et gratifications pour services rendus ou pour des fins de charité, d'instruction ou d'intérêt public ou autres œuvres destinées à promouvoir le développement physique et intellectuel de la population, la voirie, l'aqueduc, les trottoirs, les licences, les taxes foncières et personnelles, la taxe ou le prix de l'eau, les travaux municipaux et la répartition du coût de ces travaux,

## NOTICE.

The Montreal Catholic School Board will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for authority to borrow the sum of one hundred and fifty thousand dollars, thus amending the law 54 Victoria, chapter 53, to enable said board to build new schools and enlarge an old one.

ULRIC LAFONTAINE,

432 Secretary treasurer.

Notice is hereby given that Haralampos Koutsogianopoulos, Michael George Cocoliades, Konstantinos Metrakos, George N. Kyriazopoulos and Demetrias A. Zarafoniies, all of the city of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them and declare them to be a body politic and corporate, under the name of "The Greek Orthodox Church Evagelismos", with power to keep registers of acts of civil status and exercise all other rights incidental to religious corporations, also to incorporate them as a mutual benefit association under the name of "The Greek Orthodox Mutual Benefit Association", and a greek charitable association for the purpose of assisting the poor and indigent among the greeks under the name of "The Greek Charitable Association of Montreal", and also to incorporate them as a school for the greeks of Montreal, under the name of "The Greek Orthodox School", with power to buy and sell land and property for the purposes aforesaid and with all the powers usually granted to incorporate bodies in the province of Quebec.

WALSH &amp; WALSH,

Attorneys for applicants.

Montreal, 18th January, 1909. 442

Notice is hereby given that Octave Beaubien, esq., of the town of Montmagny, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act confirming two deeds of sale, dated 18th January, 1909, before Georges Wilfrid Pion, N. P., from the applicant to Adélar Collin, of the town of Montmagny, and another from the applicant to Joseph Tremblay, of the said town of Montmagny, of a property being the Nos. 18, 19 and 116 of the said town of Montmagny and part of No. 299, of the cadastre of the parish of Saint Thomas, the said property having been substituted by the will of the late Honorable J. O. Beaubien, dated 28th October, 1877, before F. X. Gendreau, N. P., and registered as No. 6128.

CHARLES FREMONT,

Attorney for applicant.

Quebec, 19th January, 1909. 458

## NOTICE.

The city of Montreal gives notices that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

Municipal autonomy, finance and administration, loans and disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, composition of the council, exhibitions, certain expropriations as specified in the bill to be presented to Parliament, and power to purchase certain immovables in streets where pieces of land have been expropriated under the law concerning annual expropriations, opening of streets, boulevards and parks, annexations, rights, powers and indemnity of aldermen, allowances and gratuities for services rendered or for charitable, educational or public interest purposes or of other objects designed to promote the physical and intellectual development of the people, roads, waterworks, side alks' licenses, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the costs thereof, by laws and enforcement thereof

les règlements et leur efficacité, l'évaluation municipale et les exemptions, l'hygiène, l'installation d'un système municipal d'éclairage et de chauffage par l'électricité, la vapeur ou autrement et l'autorisation d'acheter des propriétés, de construire des usines et d'emprunter les sommes requises pour cette fin, de se procurer l'énergie électrique par achat ou autrement, et de se servir de la force motrice de l'aqueduc pour l'éclairage de ses rues, parcs et édifices publics, l'achat d'aqueducs et emprunts à cette fin.

La fabrication, l'achat et la vente du courant électrique pour les fins municipales et privées; la construction, l'entretien et la réglementation de conduits souterrains; l'installation sous terre de tous les fils aériens dans la cité de Montréal, tel qu'il sera décidé par la cité de temps à autre; la défense d'installer des poteaux, des fils aériens et constructions dans la cité de Montréal, sans l'autorisation du conseil de la cité de Montréal; la reprise de toutes les constructions aériennes et souterraines, tel que la cité le décidera de temps à autre, après qu'une indemnité aura été accordée pour les dites constructions; la réglementation des méthodes de distribution et de raccordements particuliers; l'emprunt d'un montant n'excédant pas cinq millions de dollars (\$5,000,000), à être appliqué à la construction de conduits souterrains, aux indemnités qui pourront en résulter, ainsi qu'à toutes les dépenses qui pourront s'y rattacher; le pouvoir de pénétrer sur et dans aucune propriété privée pour les fins de distribution électrique; la nomination d'une commission électrique qui s'occupera de la construction, de l'entretien, du fonctionnement et de l'usage des conduits souterrains municipaux et de toutes les entreprises qui pourront s'y rattacher.

Ratification du règlement No 384, concernant l'établissement d'un système hydraulique à haute pression et amendement de la loi sur cette matière; amendement de l'article 310 de la charte concernant le *referendum*. Ratification du contrat concernant l'égout de la rue Nicolet.

Assemblées du conseil; les commissions et leurs pouvoirs; annonces municipales; amendement de la loi concernant l'exécution d'un plan général de rues et de parcs dans l'île de Montréal; amendement de la loi imposant une taxe sur les personnes ne demeurant pas dans les limites de la cité mais y gagnant leur vie. Taxe sur les compagnies d'assurance de verres à glaces.

L. O. DAVID,

Greffier de la cité de Montréal.

Montréal, 8 janvier 1909 247.5

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation la "Merchants Light, Heat and Power Co.", dans le but de produire et de fournir de l'éclairage, du chauffage et de la force motrice et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents liés à son opération.

DESAULNIERS & VALLEE,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 8 janvier 1909. 273.5

Avis est présentement donné que Louis Joseph Vitalien Cléroux, médecin, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte ratifiant, confirmant et validant quatre actes de donation fiduciaire qu'il a consentis le trente et un décembre mil neuf cent huit, devant M<sup>re</sup> L. Bélanger, notaire, en faveur de ses enfants, et portant respectivement les numéros 19362, 19363, 19364 et 19365, des minutes du repertoire du dit M<sup>re</sup> Bélanger.

BEAUDOIN, LORANGER,  
ST. GERMAIN & GUERIN,  
Avocats du requérant.

Montréal, 9 janvier 1909. 275.5

municipal valuation and exemptions, hygiene, installation of a municipal lighting and heating system by electricity, steam or otherwise and authorization to purchase properties, to erect works and to borrow the sums required for that purpose, to procure electric energy by purchase or otherwise, and to use the water power of the aqueduct for the lighting of its streets, parks and public buildings, purchase of waterworks and loans for the purpose.

Production, purchase and sale of electric energy for municipal and private purposes; construction, maintenance and regulation of underground conduits, installation under ground of all overhead wires in the city of Montreal, as may be decided by the city from time to time, prohibition to erect poles and to install overhead wires and constructions in the city of Montreal, without the authorization of the council of the city of Montreal, taking over all overhead and underground constructions, as the city may decide from time to time, after a compensation has been paid for said constructions, regulation of the modes of distribution and house-to-house connections; loan not exceeding \$5,000,000, the proceeds of which to be applied to the construction of underground conduits, to the payment of the compensations allowed for loss resulting therefrom and to the defrayment of all expenses connected therewith, power to enter any private property for the purposes of electric distribution, appointment of an electrical commission to supervise the construction, maintenance, operation and use of municipal underground conduits and of all accessories connected therewith.

Ratification of by-law No 384, concerning the establishment of a high pressure water system and amendment to the law on such matter; amendment to Art. 310 of the charter concerning *referendums*. Ratification of deed re Nicolet street sewer.

Meetings of the council; committee and their powers; civic advertisements; amendment to the law concerning the drawing up of a general plan of streets and parks in the Island of Montreal; amendment to the law imposing a tax upon persons not residing within the limits of the city, but earning a living therein. Tax on plate glass insurance companies.

L. O. DAVID,

City clerk.

Montreal, 8th January, 1909. 248

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating the "Merchants Light Heat and Power Co.", with the object of producing and distributing light, heat and motive power and to grant the said company sundry powers incidental to its operation.

DESAULNIERS & VALLEE,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 8th January, 1909. 274

Notice is hereby given that Louis Joseph Vitalien Cléroux, physician, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill ratifying, confirming and declaring valid four deeds of fiduciary donation which he consented in favor of its children on the thirty first of December, nineteen hundred and eight, before M<sup>re</sup> L. Bélanger, notary, and bearing respectively numbers 19362, 19363, 19364 and 19365, of the minutes of said M<sup>re</sup> Bélanger.

BEAUDOIN, LORANGER,  
ST. GERMAIN & GUERIN,  
Attorneys for petitioner.

Montreal, 9th January, 1909. 276

Nous vous donnons avis de la part de MM. Charles Chaput, négociant, de Montréal, Farquhar Robertson, de Montréal, S. D. Vallières, bourgeois, de Montréal, et Victor Morin, notaire, de Montréal, qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la ville de Montréal soit amendée pour les fins suivantes :

1° Réduction du nombre des échevins de deux à un par quartier.

2° Création d'un bureau de commissaires dont le maire sera le président pour l'administration des affaires civiques, et aussi pour toutes autres questions se rattachant à l'administration des affaires civiques de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER,  
ST. GERMAIN & GUERIN,

Procureurs.

Montréal, 4 février 1909.

711-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "Lymans, Limited" (incorporée en vertu de la Loi des Compagnies de la Puissance), ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, et Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman et Walter Ernest Lyman, tous des cité et district de Montréal, et "The Royal Trust Company", Henry H. Lyman et Albert Clarence Lyman, en leur qualité de fidei-commis et exécuteurs du testament de feu Frederick S. Lyman, pour obtenir un acte afin de ratifier le transfert à "Lymans, Limited", des affaires ci-devant faites à Montréal, sous les nom et raison de Lyman Sons & Co., y compris le transfert de l'immeuble connu comme lots portant les numéros officiels 25 et 26, du quartier centre, et 1540 du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, y compris aussi le transfert de tous les droits de la succession de feu Frederick S. Lyman, dans les affaires et immeubles ci-dessus mentionnés, et pour ratifier tous les actes passés dans le but de donner effet aux susdits transferts et transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909.

733-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par Vivian Burrill, de Shawinigan Falls, J. H. Salter, de Montréal, H. Biermans, de Shawinigan Falls, J. E. Aldred, de Montréal, et A. E. Paquette, de Shawinigan Falls, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill afin d'incorporer les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir membres de la dite corporation en corps politique et incorporé, sous le nom de "Hôpital Général de Shawinigan Falls", et pour autoriser Julien C. Smith, en sa qualité de curateur à la succession vacante de James Ryan, de transporter et donner à la dite corporation proposée les argents appartenant à la succession vacante du dit James Ryan, et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& LANGUEDOC.

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 février 1909.

731-2

Avis est donné par la succession de feu Dame Adine Pemberton, en son vivant épouse de M. Siméon Lesage, de la cité de Québec, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins d'autoriser la vente des biens délaissés par la dite Dame Lesage, nonobstant la substitution créée par son testament, et autres fins.

S. LESAGE.

Québec, 16 février 1909.

739-2

We hereby given notice in behalf of Messrs. Charles Chaput, trader, of Montreal, Farquhar Robertson, of Montreal, S. D. Vallières, gentleman, of Montreal, and Victor Morin, notary, of Montreal, they will apply for a bill to the Legislature of Quebec, at its next session, to amend the charter of the city of Montreal, for the following purposes :

1. Reduction of the number of aldermen from two to one for each ward.

2. Creation of a board of commissioners of whom the mayor, shall be president, for the administration of civil affairs, and also for any other questions pertaining to the administration of the civic affairs of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER,  
ST. GERMAIN & GUERIN.

Attorneys.

Montreal, 4th February, 1909.

712

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "Lymans, Limited" (incorporated under The Dominion Companies' Act), having its head office in the city of Montreal, and Henry H. Lyman, Arthur Lyman, Albert Clarence Lyman and Walter Ernest Lyman, all of the city and district of Montreal, and the Royal Trust Company, Henry H. Lyman and Albert Clarence Lyman, in their quality of trustees and executors under the last will and testament of the late Frederick S. Lyman, for an act to ratify the transfer to "Lymans, Limited" of the business heretofore carried on at Montreal, under the name, style and firm of Lyman Sons & Co., including the transfer of the real estate known as lots bearing official numbers 25 and 26, centre ward, and 1540, of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, including also the transfer of all the rights of the estate of the late Frederick S. Lyman, in the above mentioned business and real estate, and ratifying all the deeds passed for the purpose of giving effect to the aforesaid transfers and transactions.

LAFLEUR, MACDOUGALL,  
MACFARLANE & POPE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909.

734

Public notice is hereby given that application will be made by Vivian Burrill, of Shawinigan Falls, J. H. Salter, of Montreal, H. Biermans, of Shawinigan Falls, J. E. Aldred, of Montreal, and A. E. Paquette, of Shawinigan Falls, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a bill to incorporate the said applicants and such other persons as may become members of the said corporation a body politic and corporate, under the name of Shawinigan Falls General Hospital, and to authorize Julien C. Smith, in his quality of curator to the vacant estate of James Ryan, to transfer and hand over to the said proposed corporation monies belonging to the vacant estate of the said James Ryan, and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
& LANGUEDOC.

Solicitors for applicants.

Montreal, 3rd February, 1909.

732

Notice is given by the estate of the late Dame Odine Pemberton, in her lifetime wife of Mr. Simeon Lesage, of the city of Québec, that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act to authorize the sale of the property bequeathed by the said Dame Lesage, notwithstanding the substitution created by her will and other purposes.

S. LESAGE.

Québec, 16th February, 1909.

740

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par les révérends Pères Henri Vanhaecke, Albert David, Joseph Dumont et Charles Démaison, tous membres de la Congrégation du Saint-Esprit, actuellement résidant à Saint-Alexandre de la Gatineau, dans le canton de Hull, comté d'Ottawa, pour obtenir un acte les incorporant sous le nom de "La Corporation Agricole et Industrielle des Missionnaires du Saint-Esprit", avec pouvoir d'établir et maintenir des pensionnats et écoles pour y donner l'enseignement religieux, industriel et agricole; établir des fermes modèles, beurreries, fromageries, etc.; de posséder, acquérir des propriétés mobilières et immobilières, pourvu que la valeur des dites propriétés immobilières n'excède pas \$400,000.00, et tous autres pouvoirs nécessaires et se rattachant aux objets pour lesquels l'incorporation est demandée, savoir: l'enseignement religieux, industriel et agricole, et autres fins.

BROOKE, CHAUVIN & DEVLIN,

Procureurs des requérants.

Québec, 9 janvier 1909.

305.5

AVIS PUBLIC.

La ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les amendements à sa charte et les pouvoirs suivants: changer le nom de la Ville de Maisonneuve en celui de "La Cité de Maisonneuve"; pouvoir par la ville d'enlever la neige des trottoirs et d'en répartir le coût; dispositions concernant la construction des trottoirs permanents et concernant le vote des électeurs propriétaires; amender la section 47 de 61 Victoria, ch. 57 pour réduire le pouvoir d'emprunt de la ville à 20% de l'évaluation des propriétés imposables et autres fins; dispositions pour emprunter sur débetures municipales par règlement du Conseil, pour exécuter les travaux permanents jusqu'à concurrence de 20% des biens imposables et consolider aussi par règlement du conseil la dette flottante de la ville; valider les règlements d'emprunt émis par le conseil; pouvoir d'acquérir un parc et un terrain pour bureau de poste; dispositions concernant l'évaluation des propriétés, les rôles d'évaluation et le rôle de perception des taxes générales et spéciales et leur collection; valider autres actes, contrats et règlements du conseil depuis 1907; abroger la section 29 du statut 61 Victoria, ch. 57; amender la section 48, 61 Victoria, ch. 57, dispositions concernant le cour du recorder et les pouvoirs du recorder; pouvoir par la ville d'annexer les municipalités voisines et régler la procédure pour cette fin; dispositions concernant les élections générales des conseillers à tous les deux ans; concernant l'administration et l'intérêt général de la ville; établissement d'un bureau de contrôle.

L. J. S. MORIN,

Procureur de la ville de Maisonneuve

Montréal, 9 janvier 1909.

303.5

AVIS.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce s'adressera à la législature, à sa prochaine session, dans le but de faire amender sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 108, de manière à ajouter les mots: "contre le feu" à son nom corporatif et de manière à définir d'une façon plus claire quelles personnes peuvent être membres de la compagnie.

T. A. ST-GERMAIN,

Directeur-gérant de la compagnie.

Saint-Hyacinthe, 11 janvier 1909.

307.5

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the reverend Fathers Henri Vanhaecke, Albert David, Joseph Dumont et Charles Démaison, all members of the Congregation of Holy Ghost, residing at Saint Alexandre of the Gatineau, in the township of Hull, county of Ottawa, for the passing of an act to incorporate under the name "The Agricultural and Industrial Corporation of the Missionaries of the Holy Ghost", with power to establish and maintain schools for the purpose of giving religious, industrial and agricultural instruction; establish model farms, butter and cheese factories &c.; to possess and acquire moveable and immoveable properties, provided the value of the immoveable properties does not exceed \$400,000.00, and all other powers necessary for the objects of the said incorporation, viz: for imparting religious, industrial and agricultural instruction, and for other purposes.

BROOKE, CHAUVIN & DEVLIN,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 9th January, 1909.

306

PUBLIC NOTICE.

The town of Maisonneuve will apply at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following powers: to change the name of the town of Maisonneuve, by that of "The city of Maisonneuve"; power for the town to take away the snow from the sidewalks and to levy the costs of it by repartition; enactments relating to the construction of permanent sidewalks and concerning the vote of electors who are proprietors; to amend section 47 of 61 Victoria, ch. 57, to reduce the borrowing power of the town to 20% of the valuation of assessable properties and for other ends; enactments to borrow on municipal debentures by-law of the council, to execute works of a permanent character up to 20% of the assessable immoveables and also to consolidate by by-law of the council, the floating debt of the town; to ratify the by-laws to borrow money issued by the council; power to acquire the land for a park and a post office; enactments concerning the valuation of properties, the valuation roll and the perception roll of general and special taxes and their collection; to ratify other resolutions, contracts and by-laws made since 1907; to abrogate section 29 of 61 Victoria, ch. 57; to amend section 48 of 61 Victoria, ch. 57; enactments concerning the recorder's court and the powers of the recorder; power for the town to annex outside municipalities and procedure to that end; enactments concerning the general election of the councillors every two years, and concerning the administration and the general welfare of the town; to organize a board of control.

L. J. S. MORIN,

Attorney for the town of Maisonneuve.

Montreal, 9th January, 1909.

304

NOTICE.

Notice is hereby given that the Commercial Mutual Insurance Company will apply to the Legislature, at its next session, to have its charter, the act 7 Edward VII, chapter 108, amended by adding the word "Fire" to its corporate name and so as to more clearly define what persons can be members of the company.

T. A. ST-GERMAIN,

Managing director of the company.

Saint Hyacinth, 11th January, 1909.

308

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 32 Victoria, chap. 16, et que la taxe scolaire de la cité de Montréal soit augmentée d'un millième de piastre de l'évaluation des listes des protestants et des personnes neutres de la taxe scolaire de la cité de Montréal, et pour déterminer la manière de distribuer les produits de telle taxe additionnelle, et de plus, pour autoriser le dit Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal, à émettre des débetures additionnelles pour l'achat des sites pour écoles et l'érection de bâtisses pour écoles au montant de trois cent cinquante mille piastres (\$350,000.00).

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& LANGUEDOC,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 12 janvier 1909. 337.4

## AVIS.

Avis public est par le présent donné par George Vandyke, marchand de bois, de la cité de Boston, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Edwin P. Lindsay, manufacturier, du même lieu, Charles C. Wilson, de Auburn, dans l'état du Maine, un des états-unis d'Amérique, marchand de bois, Willard N. Munroe, du même lieu, manufacturier, et Frank McCrea, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand de bois, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Angus Short Line", avec pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer de East Angus à Cookshire, à travers les cantons de Westbury et Eaton, tous deux du comté de Compton, avec tous les pouvoirs légaux et nécessaire pour atteindre son objet.

J. VALMORE D'ARTOIS,  
Procureur des requérants.  
Richmond, 12 janvier 1909. 329.4

## AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, Gaspard Lemoine et Victor Châteauevert, négociants, et René Lemoine, Alexandre Châteauevert et Onésime Châteauevert, commis, tous de la cité de Québec, demanderont la passation d'une loi les incorporant, eux et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la dite compagnie, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie, Limitée", aux fins d'acquiescer et d'exercer le commerce actuellement exercé par les dits Gaspard Lemoine et Victor Châteauevert, en société, sous le nom de "J. B. Renaud & Cie", en la cité de Québec, et pour autres fins.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,  
Procureurs des requérants.  
Québec, 4 février 1909. 709-2

Avis est par le présent donné que The Canadian Light and Power Company s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les sections 14 et 17 de 4 Edouard VII, chapitre 78, et de révoquer la section 16 et pour autres fins.

H. R. MALLISON,  
Secrétaire-trésorier.  
The Canadian Light and Power Company.  
Montréal, 27 janvier 1909. 619-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, sous le nom de Compagnie de Chemin de Fer de Lachine, Jacques Cartier et Maisonneuve, avec les pouvoirs suivants :

(a) Arpenter, tracer, construire, équiper, main-

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 32 Victoria, chap. 16, and that the school tax of the city of Montreal be increased by one mill on the dollar of the valuation of the protestant and neutral panels of the Montreal city school tax, and to determine the manner of dealing with the proceeds of such additional tax, and further, to authorize the said Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, to issue additional debentures for the purchase of school sites and the erection of school buildings to an amount of three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00).

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& LANGUEDOC,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 12th January, 1909. 338

## NOTICE

Public notice is hereby given by George Vandyke, lumber merchant, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, Edwin P. Lindsay, manufacturer, of the same place, Charles C. Wilson, of Auburn, in the state of Maine, one of the united states of America, lumber merchant, Willard N. Munroe, of the same place, manufacturer, and Frank McCrea, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, lumber merchant, that application will be made to the Quebec Provincial Legislature, at its next session, for an act to incorporate the "Angus Short Line, with power to build and operate a railway from East Angus to Cookshire through the townships of Westbury and Eaton, both in the county of Compton, with all lawful and necessary powers to attain its object.

J. VALMORE D'ARTOIS,  
Attorney for applicants.  
Richmond, 12th January, 1909. 330

## PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Gaspard Lemoine and Victor Châteauevert, traders, and René Lemoine, Alexandre Châteauevert and Onésime Châteauevert, clerks, all of the city of Quebec, will apply for an act incorporating them and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name of "J. B. Renaud & Cie, Limitée", for the purpose of acquiring and carrying on the business now carried on by the said Gaspard Lemoine and Victor Châteauevert in partnership, under the name of "J. B. Renaud & Cie", at the city of Quebec, and for other purposes.

BELLEAU, BELLEAU & BELLEAU,  
Attorneys for applicants.  
Quebec, 4th February, 1909. 710

Notice is hereby given that the Canadian Light and Power Company will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend sections 14 and 17 of 4 Edward VII, chapter 78, and to repeal section 16 and for other purposes.

H. R. MALLISON,  
Secretary treasurer.  
The Canadian Light and Power Company.  
Montréal, 27th January, 1909. 620

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate a company, under the name of the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co., with the following amongst other powers :

(a) To survey, lay out, construct, equip, maintain

tenir et mettre en opération une ligne ou des lignes de chemin de fer d'aucun point dans la ville ou dans la paroisse de Lachine, à un point sur la rive du fleuve Saint-Laurent, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, ou dans la ville de Maisonneuve, passant en arrière de la Montagne de Montréal, avec pouvoir d'étendre telle ligne ou lignes de chemin de fer, du point de départ à Dorval d'un côté, et de l'autre côté au bout nord de l'île de Montréal.

(b) Construire, acquérir, posséder et naviguer des vaisseaux à vapeur et autres, pour le transport du fret et des passagers sur toutes les eaux navigables que le chemin de fer peut atteindre ou être en communication; construire, ériger, acquérir, maintenir et mettre en opération des bassins, chantiers, quais, glissoires, jetées, entrepôts et élévateurs dans tous les endroits sur le chemin de fer ou en communication avec icelui.

(c) Faire toute convention ou tout arrangement, ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie de chemin de fer.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 4 février 1909. 727-2

and operate a line or lines of railway from any point in the town, or in the parish of Lachine, to a point on the bank of the river Saint Lawrence, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, or in the town of Maisonneuve, passing in rear of the Mountain of Montreal, with power to extend such line or lines of Railway, from the starting point to Dorval on the one side, and to the northern end of the island of Montreal, on the other.

(b) To construct, acquire, own and navigate, steam and other vessels, for the conveyance of cargo and passengers, upon any navigable waters which the Railway may reach, or connect with; to construct, erect, acquire, maintain and operate, docks, dockyards, wharves, slips, piers, warehouses and elevators, in all places on or connected with the railway.

(c) To enter into any agreement or arrangement, or to amalgamate, with any other railway company.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th February, 1909. 728

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2808.

Dame Alphonsine Bélanger, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, Demanderesse;

vs

Charles Emile Trudeau, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

LEON FARIBAULT,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 janvier 1909. 749

Dame Dora Gervais a pris une action en séparation de biens contre son mari, Ferdinand Savard, du township de Saint-Edwidge de Clifton, dans le district de Saint-François, forgeron, le 1er février courant (1909), à la cour supérieure du district de Saint-François, No 983.

ST. PIERRE & VERRET,  
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 1er février 1909. 661-2

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 1032.

Dame Elisa Lapeyre, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Ernest Lelarge, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

TURCOTTE & DELISLE,  
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 27 janvier 1909. 579.3

*Cour Supérieure.—Beauce.*  
No 18.

Mary Tremblay, épouse commune en biens de Marcel Provençal, industriel, de East Broughton,

vs

Le dit M. Provençal.

La demanderesse a instituée ce jour, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

HAMEL, POIRIER & BOLDDUC,  
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 12 janvier 1909. 591-3

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2808.

Dame Alphonsine Bélanger, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant herein, Plaintiff;

vs

Charles Emile Trudeau, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

LEON FARIBAULT,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th January, 1909. 750

Dame Dora Gervais has taken an action in separation as to property against her husband, Ferdinand Savard, of the township of Saint Edwidge of Clifton, in the district of Saint Francis, blacksmith, on the 1st day of February instant (1909), before the superior court for the district of Saint Francis, No. 983.

ST. PIERRE & VERRET,  
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 1st February, 1909. 662

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 1032.

Dame Elisa Lapeyre, of the city of Quebec, wife common as to property of Ernest Lelarge, of the same place, duly authorized to ester in justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

TURCOTTE & DELISLE,  
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 27th January, 1909. 580

*Superior Court.—Beauce.*  
No. 18.

Mary Tremblay, wife common as to property of Marcel Provençal, industrial, of East Broughton,

vs

The said M. Provençal.

The plaintiff has this day, instituted an action against the defendant, for separation as to property.

HAMEL POIRIER & BOLDDUC,  
Attorneys for plaintiff.

Saint-Joseph, Beauce, 12th January, 1909. 592

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
No 309.

Dame Arcélie Gauthier, épouse de Johnny Paquette, navigateur, de la paroisse de Champlain, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

L. P. GUILLET,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 26 janvier 1909. 601.3

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No. 287.

Dame Graziella Leblond, épouse de Alphonse Bruno Chaillez, de Shawenegan Falls, a institué ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

L. P. GUILLET,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 15 janvier 1909. 493-4

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 844.

Dame Blanche Eva Pelletier, épouse de Edouard Brunet, de Québec, a institué, le 22 janvier 1909, une action en séparation de bien contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,  
23-3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3623.

Dame Marie Rose Mawby, épouse de Wilfrid Lanoix, tailleur de pierre, du village Delorimier, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 13 janvier 1909. 373-4

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 1008.

Dame Eva Arsenault, épouse de Jos. Arthur Finet, de Québec, a institué, le 25 janvier 1909, une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,  
609-3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 281.

Dame Léopoldine Dessureault, épouse de Valère Trottier, forgeron, de la paroisse de Saint-Stanislas,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Valère Trottier, Défendeur.  
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

BLONDIN & DESY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 12 janvier 1909. 435.4

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 4443.

Dame Malvina Bélisle, épouse de Joseph Morin, cultivateur, de la paroisse de Saint Théodore, dit district, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Joseph Morin, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été institué en cette cause, le 14 décembre 1908.

JOS. SYLVESTRE,  
Procureur de la demanderesse.  
Joliette, 8 janvier 1909. 341.5

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 309.

Dame Arcélie Gauthier, wife of Johnny Paquette, sailor, of the parish of Champlain, has instituted this day, against her husband, an action for separation as to property.

L. P. GUILLET,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 26th January, 1909. 602

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 287.

Dame Graziella Leblond, wife of Alphonse Bruno Chaillez, of Shawenegan Falls, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

L. P. GUILLET,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 15th January, 1909. 494

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*  
No. 844.

Dame Blanche Eva Pelletier, wife of Edouard Brunet, of Québec, has, on the 22nd January, 1909, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,  
624 Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court*  
No. 3623.

Dame Marie Rose Mawby, wife of Wilfrid Lanoix, stone cutter, of the village of Delorimier, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, has, instituted an action in separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 13th January, 1909. 374

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*  
No. 1008.

Dame Eva Arsenault, wife of Jos. Arthur Finet, of Québec, have, 25th January, 1909, instituted an action for separation as to property against her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,  
610 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 281.

Dame Léopoldine Dessureault, wife of Valère Trottier, blacksmith, of the parish of Saint Stanislas,  
Plaintiff ;

vs  
The said Valère Trottier, Defendant.  
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BLONDIN & DESY,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 12th January, 1909 436

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 4443.

Dame Malvina Bélisle, wife of Joseph Morin, of the parish of Saint Théodore, in the said district, farmer, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs  
The said Joseph Morin, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th December, 1908.

JOS. SYLVESTRE,  
Attorney for plaintiff.  
Joliette, 8th January 1909. 342

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1134.  
 Dame Délia Corbeau, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid  
 Boivin, entrepreneur, du même lieu,  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Wilfrid Boivin, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le dix-neuvième jour de janvier, mil  
 neuf cent neuf.  
 JOSEPH ADAM,  
 Avocat de la demanderesse. 481.4  
 Montréal, 19 janvier 1909.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1134.  
 Dame Delia Corbeau, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Wilfrid  
 Boivin, contractor, of the same place,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Wilfrid Boivin, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, the nineteenth day of  
 January, 1909.  
 JOSEPH ADAM,  
 Advocate for the plaintiff. 482  
 Montreal, 19th January 1909.

## AVIS

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU  
CANADA.

## AVIS.

Des séances générales de la Cour de l'Echiquier  
 du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront  
 lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que  
 quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction  
 et inscrite pour audition au bureau du registraire  
 de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le  
 jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou  
 affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune des  
 telles séances, alors les dites séances n'auront pas  
 lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P.  
 Q., commençant lundi, le 22<sup>e</sup> jour de février A. D.,  
 1909, à 11 heures A. M.

Au palais de justice, dans la cité de Montréal,  
 P. Q., commençant mardi, le 9<sup>e</sup> jour de mars A. D.,  
 1909, à 11 heures A. M.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,  
 Régistraire.

475.4

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Lapiere & Hébert, Faillis.  
 Avis est par les présentes donné que, le 5<sup>e</sup> jour  
 de février 1909, par un ordre de la cour, j'ai été  
 nommé curateur aux biens des sus-nommés, qui ont  
 fait une cession judiciaire de tous leurs biens et  
 effets pour le bénéfice de leurs créanciers.  
 Les réclamations assermentées doivent être filées  
 à mon bureau, dans les trente jours de cet avis.  
 PAUL LS. TURGEON,  
 Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint-François-Xavier, Montréal. 755

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. E. Lesage, Louiseville, P. Q., Insolvable.  
 Avis est donné que, le 5<sup>e</sup> jour de février  
 1909, par un ordre de la cour, nous avons été nom-  
 més curateurs conjoints à la succession du sus-  
 nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses  
 biens et effets au bénéfice de ses créanciers.  
 Les réclamations doivent être produites à notre  
 bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 13 février 1909. 781

## Notice

## IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

## NOTICE.

General sittings of The Exchequer Court of Ca-  
 nada for the trial of cases, &c., will be holden at  
 the following times and places, provided that some  
 case or matter is entered for trial or set down for  
 hearing at the office of the registrar of the court, at  
 Ottawa, at least ten days before the day appointed  
 for such sitting ; and if no case or matter is so en-  
 tered or set down for either of such sittings, then  
 the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Quebec, P. Q.,  
 commencing on Monday, the 22nd day of February,  
 A. D., 1909, at 11 o'clock A. M.

At the court house, in the city of Montreal, P. Q.,  
 commencing on Tuesday, the 9th day of March, A.  
 D., 1909, at 11 o'clock A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,  
 Registrar

476

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Lapiere & Hébert, Insolvents  
 Notice is hereby given that, on the 5th day of  
 February, 1909, by order of the court, I have been  
 appointed curator to the estate of the above named,  
 who have made a judicial abandonment of all their  
 assets for the benefit of their creditors.  
 Sworn claims must be filed at my office within  
 one month from this date.  
 PAUL LS. TURGEON,  
 Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 55, Saint François Xavier, Montréal. 756

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
*In re* J. E. Lesage, Louiseville, P. Q., Insolvent.  
 Notice is given that, on the 5th day of  
 February, 1909, by order of the court, we were  
 appointed joint curators to the estate of the above  
 named, who has made a judicial abandonment of  
 all his assets for the benefit of his creditors.  
 Claims must be filed at our office within one  
 month from this date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 13th February, 1909. 782

## Ordre de Cour

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re Succession Joseph Arthur Robitaille, en son*  
*vivant marchand-épiciier de gros, de la cité et du*  
*district de Montréal,*

et  
 Pierre H. Dufresne, comptable, du même lieu,  
 Requéant.

Suivant ordonnance de cette cour, en date du 6 février 1909, une assemblée des parents, créanciers et autres, et tous intéressés dans la susdite succession, aura lieu lundi, le 15 février courant, 1909, à dix heures et demie du matin, à la cour supérieure, division de pratique, chambre No 31, au palais de justice, à Montréal, pour donner leur avis sur le choix d'un administrateur ou curateur provisoire aux biens de la dite succession.

LAURENDEAU, PELLETIER  
 & PELLETIER,  
 Procureurs du dit requérant.  
 KENT & TURCOTTE,  
 Gardiens provisoires.

Montréal, 6 février 1909. 765

## Règle de Cour

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No 3938.

Mercredi, le 3e jour de février 1909.

Présent : l'hon. Chs. C. deLorimier, J. C. S.  
 William C. Weaver, commerçant, de la ville de  
 East Greenwich, dans l'état du Rhode Island, un  
 des états-unis d'Amérique, Demandeur ;

vs  
 Napoléon Allard, de la paroisse de Saint-Alexis,  
 district de Joliette, et John J. Trickey, ci-devant  
 de Joliette, et maintenant des cité et district de  
 Montréal, Défendeurs.

Vu la motion du demandeur à cet effet et conformément au jugement final rendu en cette cause, il est par les présentes ordonné aux créanciers du défendeur, John James Trickey, de produire leurs réclamations entre les mains du protonotaire de cette cour, sous quinze jours de la première publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

McCONVILLE & DUCHARME,  
 P. C. S.

713.2

## Ratification

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 136.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant F. C. Larose, notaire public, le 25e jour de janvier 1909, entre George Marion et Dame Marie Louise Dumas, de la cité de Montréal, et Louis Conrad Pelletier, de Laprairie, étant une vente par les dits George Marion et Dame Marie Louise Dumas, au dit Louis Conrad Pelletier, d' "un emplacement sis et situé dans le village de Laprairie, sur la rue Sainte-Clothilde, mesurant trente-six pieds de largeur sur environ quatre-vingt-dix-huit pieds de longueur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins quel qu'il soit, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur—avec maison et autres bâtisses dessus construites, formant les

## Order of the Court

Province of Quebec. }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re Estate Joseph Arthur Robitaille, in his life-*  
*time wholesale grocer, of the city and district of*  
*Montreal,*

and  
 Pierre H. Dufresne, accountant, of the same place,  
 Petitioner.

In virtue of an order of this court, rendered on the 6th of February inst., a meeting of the relative, creditors and other interested parties in the said estate will take place on the 15th of February inst., at half past ten of the clock A. M., in room thirty one, of the division of the superior court, in the court house, in Montreal, to have their advice for the appointment of an administrator of provisory curator to said estate.

LAURENDEAU, PELLETIER  
 & PELLETIER,  
 Attorneys for said petitioner.  
 KENT & TURCOTTE,  
 Provisional guardians.

Montreal, 6th February, 1909. 766

## Rule of Court

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 3938.

Wednesday, the 3rd day of February, 1909.

Present : The Hon. Chs. C. deLorimier, J. S. C.  
 William C. Weaver, trader of the town of East  
 Greenwich, in the state of Rhode Island, one of  
 the united states of America, Plaintiff ;

vs  
 Napoléon Allard, of the parish of Saint Alexis, district of Joliette, and John J. Trickey, heretofore of Joliette, and now of the city and district of Montréal, Defendants.

Seeing the motion of plaintiff to that effect and in accordance with the final judgment rendered in this cause, the creditors of the defendant, John James Trikey are hereby ordered to file their claims with the prothonotary of this court, within fifteen days from the first publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette".

McCONVILLE & DUCHARME,  
 P. S. C.

714

## Ratification

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 136.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed before F. C. Larose, notary, on the twenty fifth day of January, 1909, between George Marion and Dame Marie Louise Dumas, of the city of Montreal, and Louis Conrad Pelletier, of Laprairie, being a sale by the said George Marion and Dame Marie Louise Dumas, to the said Louis Conrad Pelletier, of a "lot of land situate in the village of Laprairie, on Sainte Clothilde street, measuring thirty six feet in width by about ninety eight feet in length, the whole more or less and without guarantee of precise measure, more or less, as the case may be, to the profit or loss of the purchaser—with a house and other buildings thereon erected, forming the



## Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } LEOPOLD REHAUME, Demandeur saisi; contre JOSEPH BLAIS, Défendeur saisissant.

La moitié nord-ouest du lot numéro trente-quatre B (34 B), du 10<sup>e</sup> rang d'Adstock—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph Beauce, 19 janvier 1909. 467-2  
[Première publication, 23 janvier 1909.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—Comté de Shefford.*

Province de Québec, } GEORGE H. PREMOND, District de Bedford, } du canton de Ely, comté No 7793. } de Shefford, district de Bedford, Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH GERVAIS, du canton de Ely, dans le comté de Shefford, Défendeur.

Ce morceau de terre faisant partie du onzième rang du canton de Ely, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, comme la moitié sud du lot numéro neuf cent deux (902); borné au nord par la moitié nord du dit lot, au sud par le lot numéro 901, à l'est par le lot numéro 838, et à l'ouest par la ligne de Roxton, contenant soixante et cinq acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 8 février 1909. 775  
[Première publication, 13 février 1909.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, } DAME ISABELLA G. District de Bedford, } GLEASON, des cité No 8031. } et district de Montréal, veuve de feu Elihu D. Lawrence, en son vivant de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, commerçante, Demanderesse; contre les meubles et immeubles de JAMES S. NEILL, ci-devant du village de Granby, dans le dit district de Bedford, et maintenant absent de cette province, et dont sa présente résidence est inconnue, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du premier rang du canton de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux

## Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } LEOPOLD REHAUME, Plaintiff seized; against JOSEPH BLAIS, Defendant seizing.

The north west half of lot number thirty four B (34 B), of the 10th range of Adstock—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Methode d'Adstock, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Joseph Beauce, 19th January, 1909. 468  
[First published, 23rd January, 1909.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—County of Shefford.*

Province of Québec, } GEORGE H. PREMOND, District of Bedford, } of the township of Ely, county of Shefford, district of Bedford, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH GERVAIS, of the township of Ely, in the county of Shefford, Defendant.

That certain piece of land forming part of the eleventh range of the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Ely, as the south half of lot number nine hundred and two (902); bounded north by the north half of said lot, south by lot number 901, east by lot number 838, west by the Roxton line, containing sixty five acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt, so called, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sweetsburg, 8th February, 1909. 776  
[First published, 13th February, 1909.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Québec, } DAME ISABELLA G. District of Bedford, } GLEASON, of the city No 8031. } and district of Montreal, widow of the late Elihu D. Lawrence, in his lifetime of the town of Waterloo, in the district of Bedford, trader, Plaintiff; against the goods and lands of JAMES S. NEILL, heretofore of the village of Granby, in the said district of Bedford, and now absent from this province, and whose present residence is unknown, Defendant.

That certain piece of land forming part of the first range of the township of Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known

plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Shefford, sous les numéros douze cent soixante et seize (1276) et douze cent soixante et dix-sept (1277)—avec toutes les améliorations, sauf et excepté cette partie de la dite terre, maintenant comprise dans la compagnie de chemin de fer Atlantique et Nord-Ouest.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest et district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Swaetsburg, 19 janvier 1909. 487-2  
[Première publication, 23 janvier 1909.]

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

#### FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Province de Québec, } JOSEPH TREMBLAY,  
District de Chicoutimi. } commerçant, de Sainte-Anne. Demandeur; contre WILLIAM TREMBLAY, de Chicoutimi, Défendeur.

Chicoutimi, à savoir: }  
No 2448. }

1° Une ferme comprenant suivant le cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, les lots numéros vingt-quatre B (24B), vingt-cinq et vingt-six (25 et 26), du troisième rang au nord-est du chemin Sydenham, dans le canton de Chicoutimi, contenant au total, ces trois lots contenant une superficie d'environ cent neuf acres—avec ensemble la maison, la grange et étables et autres bâtisses dessus érigées et autres dépendances.

2° Un emplacement mesurant cent trente-trois pieds de front sur la rue Jacques-Cartier, sur cent dix-sept pieds de profondeur et quatre-vingt-six pieds de largeur à se rendre au bout de la plus grande profondeur qui est de cent quatre-vingt-dix-sept pieds, lequel terrain situé dans la ville de Chicoutimi, comprend, suivant le cadastre officiel de cette ville, après les dernières rédivisions des lots cent quatre-vingt-dix et trois cent dix, de la division originale du dit cadastre (a), le lot numéro cent quatre-vingt-dix B-un (190 B-1), et (b) le lot cent quatre-vingt-dix C-un (190 C-1), (c) le lot numéro trois cent dix B-un (310 B-1) et (d) le lot numéro trois cent dix C-un (310 C-1)—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus construites et autres dépendances.

Pour être vendus au bureau du soussigné, au palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi le VINGT-CINQUIEME jour de FEVRIER prochain.

O. BOSSE,

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi; 15 janvier 1909. 489-2  
[Première publication, 23 janvier 1909.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

on the official plan and in the book of reference of the said township of Shefford, as numbers twelve hundred and seventy six (1276) and twelve hundred and seventy seven (1277)—with all improvements thereon, save and except that portion of said land now comprised in the Atlantic and North West Railway Company.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Shefford, in the village of West Shefford and district of Bedford, on the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Swaetsburg, 19th January, 1909. 488  
[First published, 23rd January, 1909.]

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

#### FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Chicoutimi

Province of Québec, } JOSEPH TREMBLAY,  
District of Chicoutimi. } trader, of Sainte Anne, Plaintiff; against WILLIAM TREMBLAY, of Chicoutimi, Defendant.

Chicoutimi, to wit: }  
No. 2448. }

1. A farm comprising according to the official cadastre of the parish of Chicoutimi, the lots numbers twenty four B (24B), twenty five and twenty six (25 and 26), of the third range to the north east of the Sydenham road, in the township of Chicoutimi, these three lots containing in all an area of about one hundred and nine acres—together with the house, the barn and stables and other buildings thereon erected and other dependancies.

2. An emplacement measuring one hundred and thirty three feet in front on Jacques Cartier street, by one hundred and seventy feet in depth, and eighty six feet in width, to the end of the greatest depth which is one hundred and ninety seven feet, said land situate in the town of Chicoutimi, comprises, according to the official cadastre of that town, from the last redivisions of lots one hundred and ninety and three hundred and ten, of the primitive division of said cadastre (a), the lot one hundred and ninety B-one (190-B-1), and (b) the lot one hundred and ninety C-one (190-C-1), (c) the lot number three hundred and ten B-one (310-b-1), and (d) the lot number three hundred and ten C-one (310-C-one)—together with the house and other buildings thereon erected and other dependancies.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, the TWENTY FIFTH day of FEBRUARY next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 15th January, 1909. 490  
[First published, 23rd January, 1909.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **D**A<sup>M</sup>E CHRISTIANA  
No 4453. } **R**IVEST, Demande-  
resse ; contre **LES HERITIERS** de feu Joseph  
Lepage *et al.*, Défendeurs.

1° Un immeuble connu et désigné comme étant le numéro trois cent soixante-dix (370), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Mélanie.

2° Un immeuble connu et désigné comme étant le numéro trois cent quarante-cinq (345), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Mélanie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Mélanie, le **QUINZIEME** jour du mois de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**A. M. RIVARD,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
Joliette, 9 février, 1909. 779  
[Première publication, 13 février, 1909.]

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble dans la présente cause, qui a eu lieu le quatorzième jour de janvier 1909 dernier, à une heure de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, aura lieu **LUNDI**, le **HUITIEME** jour de **MARS** prochain (1909), au **MEME LIEU**, à **UNE** heure de l'après-midi.

**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.**

Joliette, à savoir : } **A**RTHUR J. B. ROBERT,  
No 4426. } Demandeur ; vs **PIERRE**  
**LEON GADOURY**, Défendeur ; et **A. Leblanc**,  
adjudicataire.

Une terre en la paroisse de Sainte-Elizabeth, connue et désignée sous les numéros deux cent quarante et un partie et deux cent quarante-deux partie (241 partie et 242 partie), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth—avec les bâtisses dessus construites.

**A. M. RIVARD,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
Joliette, 8 février 1909. 753  
[Première publication, 13 février 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **P**HILIAS GOUDBOUT dit  
No 4418. } **L**ATENDRESSE, Deman-  
deur ; contre **FERDINAND BEAUCHAMP**, Dé-  
fendeur.

1° Une terre situés en la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, de la contenance d'environ quarante arpents, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro deux cent trente-deux (232), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Roch de l'Achigan.

2° Une autre terre située au même lieu, de la contenance d'environ quatre-vingt-dix arpents, plus ou moins (90), la dite terre connue et désignée sous le numéro deux cent trente-trois (233), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, dit district.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**A. M. RIVARD,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
Joliette, 18 janvier 1909. 447-2  
[Première publication, 23 janvier 1909.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette to wit : } **D**A<sup>M</sup>E CHRISTIANA RI-  
No. 4453. } **V**EST, Plaintiff ; against  
**THE HEIRS** of the late Joseph Lepage *et al.*, De-  
fendants.

1. An immoveable known and described as being number three hundred and seventy (370), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Melanie.

2. An immoveable known and described as being number three hundred and forty-five (345), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Melanie.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Melanie, the **FIFTEENTH** day of the month of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**A. M. RIVARD,**

Sheriff's office, Sheriff,  
Joliette, 9th February, 1909. 780  
[First published, 13th February, 1909.]

Public notice is hereby given that the sale of the immovable in the present cause, which took place the fourteenth day of January, 1909 last, at one o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint Elizabeth, shall take place on **MONDAY**, the **EIGHTH** day of **MARCH** next, (1909), at the **SAME PLACE**, at **ONE** o'clock in the afternoon.

**VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.**

Joliette, to wit : } **A**RTHUR J. B. ROBERT,  
No. 4426. } Plaintiff ; vs **PIERRE**  
**LEON GADOURY**, Defendant ; and **A. Leblanc**,  
purchaser.

A land in the parish of Saint Elizabeth, known and described under the numbers two hundred and forty one partly and two hundred and forty two partly (241 partly and 242 partly), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Elizabeth—with the buildings thereon erected.

**A. M. RIVARD,**

Sheriff's office, Sheriff,  
Joliette, 8th February, 1909. 754  
[First published, 13th February, 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **P**HILIAS GOUDBOUT dit  
No. 4418. } **L**ATENDRESSE, Plaintiff ;  
against **FERDINAND BEAUCHAMP**, Defendant.

1. A land situats in the parish of Saint Roch de l'Achigan, district of Joliette, containing about forty arpents, more or less, known and designated as number two hundred and thirty two (232), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Roch de l'Achigan.

2. Another land situats in the same place, containing about ninety arpents (90), more or less, the said land known and designated as number two hundred and thirty three (233), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Roch de l'Achigan, said district.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, the **TWENTY FIFTH** day of **FEVRIER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**A. M. RIVARD,**

Sheriff's Office, Sheriff,  
Joliette, 18th January, 1909. 448  
[First published, 23rd January, 1909.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH ARTHUR**  
No 1215. } **FOREST**, financier,

de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, district de Joliette, ET AL, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME MARIE ROSE ALEXANDRINE ROBERT**, épouse séparée de biens de **Clément Dulude**, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, et le dit **Clément Dulude**, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

Un terrain—avec circonstances et dépendances, situé partie dans la municipalité du village, et partie dans la municipalité de la paroisse de Boucherville, contenant un arpent de front sur six arpents quatre perches et quatorze pieds de profondeur, tenant au bout nord-ouest au terrain du chemin de fer "Montréal et Sorel," au nord-est et à l'autre bout au terrain du rév. J. Primeau, de l'autre côté au terrain de l'honorable C. B. de Boucherville, et à un autre terrain formant partie de l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-onze (No 91), des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, appartenant à **Camille Lachapelle**, le terrain ainsi saisi formant partie de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trente (No 30), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, et sous le numéro trente-sept (No 37), des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le **DIX-HUITIEME** jour de **MARS** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 10 février 1909. **P. M. DURAND**, Shérif. 805  
[Première publication, 13 février 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal à savoir : } **LUCIEN GUILBERT**,  
No 3233. } **J. médecin**, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **ARTHUR LAMOTHE**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trente-sept, de la subdivision officielle du lot numéro douze cent vingt-quatre (1224-37), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie; borné en front par l'avenue Dumont—avec maison portant les numéros civiques 197 et 197a de la dite avenue Dumont, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **FEVRIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 20 janvier 1909. **P. M. DURAND**, Député Shérif. 465-2  
[Première publication, 23 janvier 1909.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH ARTHUR**  
No. 1215. } **FOREST**, financier, of the

parish of Saint Jacques de l'Achigan, district of Joliette, ET AL, Plaintiffs; against the lands and tenements of **DAME MARIE-ROSE ALEXANDRINE ROBERT**, wife separated as to property of **Clément Dulude**, of the parish of Boucherville, district of Montreal, and the said **Clément Dulude**, to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

A lot—with circumstances and dependencies, situate partly in the village municipality and partly in the parish municipality of Boucherville, containing one arpent in front by six arpents four perches and fourteen feet in depth, abutting on the north-west end by the land of the "Montréal & Sorel" railway, on the north-east and on the other end by the land of the Rev. J. Primeau, on the other side by the land of the Honorable C. B. de Boucherville, and to another land forming part of the immovable known and described as being the lot number ninety one (91), of the official plan and book reference of the village of Boucherville, belonging to **Camille Lachapelle**, the lot so seized forming part of the immovable known and described as being the lot number thirty (No. 30), of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville, and under the number thirty seven (No. 37), of the official plan and book of reference of the village of Boucherville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, the **EIGHTEENTH** day of **MARCH** next, at **ELEVEN** o'clock in the morning.

Sheriff's office, Montreal, 10th February, 1909. **P. M. DURAND**, Deputy Sheriff. 806  
[First published, 13th February, 1909.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LUCIEN GUILBERT**,  
No. 3233. } **J. physician**, of the city and district of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements of **ARTHUR LAMOTHE**, of the city and district of Montréal, Defendant.

A lot of land being and situate in the city of Montréal, known and designated as number thirty seven, of the official subdivision of lot number twelve hundred and twenty four (1224-37), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward; bounded in front by Dumont avenue—with house bearing the civic numbers 197 and 197a of the said Dumont avenue, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montréal, the **TWENTY FIFTH** day of **FEBRUARY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, 20th January, 1909. **P. M. DURAND**, Deputy Sheriff. 466  
[First published, 23rd January, 1909.]

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ANTOINE-ABIAS CANTIN, No 2604. } A personally as well as in his quality of tutor to his minor son, Joseph-Adjutor-Arthur Cantin *et al*; contre JEAN-BAPTISTE ALIAS LOUIS BÉRUBÉ, à savoir :

La partie ouest du lot No 376 (trois cent soixante et seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé au coin nord-est des rues Arago et Sauvageau, mesurant trente-six pieds sur la rue Sauvageau, et trente-quatre pieds sur la rue Arago—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00, payable le 29 septembre, à J. E. Fortier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 4 février 1909. [Première publication, 6 février 1909.]

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } ANTOINE-ABIAS CANTIN, No. 2604. } A personally as well as in his quality of tutor to his minor son, Joseph-Adjutor-Arthur Cantin *et al*; against JEAN-BAPTISTE ALIAS LOUIS BÉRUBÉ to wit:

The western part of lot No. 376 (three hundred and seventy six), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on the north east corner of Arago and Sauvageau streets, measuring thirty six feet on Sauvageau street, and thirty four feet on Arago street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual ground rent of \$10 00, payable the 29th September, to J. E. Fortier.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWELFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Québec, 4th February, 1909. [First published, 6th February, 1909.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOHN FITZPATRICK, No 100. } J. SHOEMAKER, cordonnier, ET DAME MARIE FERRON, son épouse, qu'il autorise à l'effet des présentes, tous deux de la cité des Trois-Rivières, Demandeurs; contre LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, Défendresse.

Comme appartenant aux demandeurs saisis : Un emplacement situé sur la rue Saint-Georges en la cité des Trois-Rivières, sur lequel emplacement il y a deux maisons d'habitation, l'une faisant front à la dite rue Saint-Georges et l'autre faisant front au terrain connu sous le nom de "marché à foire", le dit emplacement connu et désigné sous le numéro cinq cent trois (503), du cadastre de la cité des Trois-Rivières—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIX-SEPTIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 10 février 1909. [Première publication, 13 février, 1909.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir : } ALEXANDRE McDOUGALL et ODILON LETOURNEAU, tous deux marchands en gros, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires sous la raison sociale de A. McDougall & Co., Demandeurs; contre DESIRE LAVERGNE, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, sur le cinquième rang, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur un arpent de profondeur; tenant du côté sud à Major Mailhot, en front au chemin public, et au côté nord et en profondeur à Ouesime Duplessis—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, connu et désigné le dit emplacement aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comme étant partie de lot numéro deux cent quinze (215).

## Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court — District of Three Rivers

Three Rivers, to wit: } JOHN FITZPATRICK, No 100 } J. SHOEMAKER, AND DAME MARIE FERRON, his wife, whom he authorizes for the purpose hereof, both of the city of Three Rivers, Plaintiffs; against THE CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS, body politic and corporate, having its head office in the city of Three Rivers, Defendant.

As belonging to the plaintiffs seized:

A lot situate on Saint George street, in the city of Three Rivers, on which lot there are two dwelling houses, one fronting on the said Saint George street, and the other fronting the land known under the name of "Hay-Market", the said lot known and described under the number five hundred and three (503), of the cadastre of the city of Three Rivers—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Three Rivers, the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the morning.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 10th February, 1909. [First published, 13th February, 1909.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court — District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } ALEXANDRE McDOUGALL et ODILON LETOURNEAU, both wholesale merchants, of the city and district of Montreal, and there doing business under the firm name and style of A. McDougall & Co., Plaintiffs; against DESIRE LAVERGNE Defendant

A lot situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the fifth rang, containing fifty feet in width by one arpent in depth; bounded on the south side by Major Mailhot, in front by the public road, and on the north side and in depth by Ouesime Duplessis—with a house and other buildings thereon erected; the said lot known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, as being part of lot number two hundred and fifteen (215).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le SEIZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 10 février 1909. 807  
[Première publication, 13 février 1909.]

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the morning.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 10th February, 1909. 808  
[First published, 13th February, 1909.]

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trente et unième jour de décembre 1908, de nommer MM. Hiram Moë et Philias Lanctôt, de la cité de Sherbrooke, conjointement grand constable, pour le district de Saint-François. 795

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du quatorzième jour de janvier 1909, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montmagny.—MM. Joseph Bernier, notaire, Michel Moreau, médecin, Philias Sirois, bourgeois, Arthur Boucher, cultivateur, de la paroisse de l'Islet, comté de l'Islet, Joseph Métivier, propriétaire, de la paroisse de Saint-Damien, comté de Bellechasse.

District de Montréal.—MM. Camille Perreault, notaire, Louis Boughton, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, Edmond Emond, échevin, de la Longue Pointe, comté d'Hochelaga, Léopold Fortier, vice-président de la compagnie J. M. Fortier, Limitée, manufacturiers de cigares, et Robert Lorne Scott, 169, rue Mance, marchand, de la cité de Montréal.

District d'Arthabaska.—MM. Joseph Vidal, journaliste, et James Michie, cultivateur, de Kingsey Falls, comté de Drummond.

District de Saint-François.—MM. Edmund Saddle Swift, de la cité de Sherbrooke, secrétaire de la Sun Life Assurance Company, Charles John Edgar, of North Hatley, médecin, du comté de Stanstead.

District de Richelieu.—MM. Octave Lalancette, Roch Parenteau, Georges Mondou, Jean Baptiste Théroix et Odilon Nadeau, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Gérard de Magella, comté de Yamaska.

District d'Ottawa.—MM. Edouard Gagné, agent, de Sainte-Veronique de Turgeon, Salomon Martineau, marchand, de Montcerf, comté d'Ottawa.

District de Terrebonne.—MM. Martin Lowe, cultivateur, de Rawcliffe, comté d'Argenteuil, Camille Charbonneau, forgeron, Wilfrid Desjardins, voiturier, et Raoul Bédard, gerant, du village de Sainte-Thérèse de Blainville, Cléophas Deschambault, William Miller et Pierre Labelle, tous trois cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

District de Québec.—MM. Godfroy Lavallée et Alfred Laliberté, cultivateurs, de Saint-Rémi du Lac au Sablé, comté de Portneuf, Edouard Roumilhac, négociant et Vice Consul de France, de la cité de Québec.

District de Chicoutimi.—MM. Armand Guay, Louis Vézina, Ovide Lavoie, cultivateurs, Edouard Marcoux, rentier, de Saint-Prime, Roger Laroche, marchand, Elzise Plourde, charron, de Chambord, Gaudias Bélangier, charron, Thélesphore Fraser, marchand, de Normandin, Louis Fournier, fils, manufacturier, du canton Girard, comté du Lac Saint-Jean.

District d'Ottawa.—M. Wilfrid Lauzon, propriétaire, ex-maire de Notre Dame de la Paix, comté d'Ottawa. 793

## Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirty first day of December, 1908, to appoint Messrs. Hiram Moë and Philias Lanctôt, of the city of Sherbrooke, jointly high constable, for the district of Saint Francis. 796

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourteenth day of January, 1909, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montmagny.—Messrs. Joseph Bernier, notary, Michel Moreau, physician, Philias Sirois, Burgess, Arthur Boucher, farmer, of the parish of l'Islet, county of l'Islet, Joseph Métivier, proprietor, of the parish of Saint Damien, county of Bellechasse.

District of Montreal.—Messrs. Camille Perreault, notary, Louis Boughton, real estate agent, of the city of Montreal, Edmond Emond, alderman, of Longue Pointe, county of Hochelaga, Leopold Fortier, vice president of the J. M. Fortier Company, Limited, cigar manufacturers, and Robert Lorne Scott, 169, Mance street, merchant, of the city of Montreal.

District of Arthabaska.—Messrs. Joseph Vidal, laborer, and James Michie, farmer, of Kingsey Falls, county of Drummond.

District of Saint Francis.—Messrs. Edmund Saddle Swift, of the city of Sherbrooke, secretary of the Sun Life Assurance Company, Charles John Edgar, of North Hatley, physician, of the county of Stanstead.

District of Richelieu.—Messrs. Octave Lalancette, Roch Parenteau, George Mondou, Jean Baptiste Théroix, and Odilon Nadeau, farmers, of the parish of Saint Gerard de Magella, county of Yamaska.

District of Ottawa.—Messrs. Edward Gagné, agent, of Saint Veronique de Turgeon, Salomon Martineau, merchant, of Montcerf, county of Ottawa.

District of Terrebonne.—Messrs. Martin Lowe, farmer, of Rawcliffe, county of Argenteuil, Camille Charbonneau, blacksmith, Wilfrid Desjardins, carrier, and Raoul Bédard, manager of the village of Saint Therese de Blainville, Cleophas Deschambault, William Miller and Pierre Labelle, all three farmers of the parish of Saint Therese de Blainville.

District of Quebec.—Messrs. Godfroy Lavallée and Alfred Laliberté, farmers, of Saint Remi du Lac au Sablé, county of Portneuf, Edward Roumilhac, trader and Vice Consul of France, of the city of Quebec.

District of Chicoutimi.—Messrs. Armand Guay, Louis Vézina, Ovide Lavoie, farmers, Edward Marcoux, landlord, of Saint Prime, Roger Laroche, merchant, Elzise Plourde, wheel-wright, of Chambord, Gaudias Bélangier, wheel-wright, Thelesphore Fraser, merchant, of Normandin, Louis Fournier, junior, manufacturer, of the township Girard, county of Lake Saint John.

District of Ottawa.—Wilfrid Lauzon, proprietor, ex-mayor of Notre-Dame de la Paix, county of Ottawa. 794

## Licitation

Province de Québec. }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No 361.

## LICITATION

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 10 février 1909, dans une cause dans laquelle Antoine Bergeron, cultivateur, de Sainte-Hélène-de-Chester, est Demandeur, et Dame Marie alias Annie Bergeron, épouse de Narcisse Belenfant, de Lowell, état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Jean Goulet, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Hélène-de-Chester, en sa qualité de tuteur dûment élu en justice à Rose-Anna Beauchesne, du dit lieu de Lowell, Julienne Beauchesne, fille majeure, et Arthur Beauchesne, ces deux derniers du même lieu de Lowell, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant:

La partie centre nord-ouest du lot No 4, du 2<sup>e</sup> rang du canton Ches'er, contenant 50 acres de terre en superficie, maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène sous le No 102.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de MARS 1909, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la ville d'Arthabaska, à DIX heures de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, ou afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

GIROUARD & GIROUARD,

Avocats du demandeur.

Arthabaska, 10 février 1909. 845  
 [Première publication, 13 février 1909.]

## Proclamation

Canada, }  
 Province de } C. A. P. PELLETIER.  
 Québec. }

[L. S.]

ÉDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que  
*Procureur-Général.* } dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" ET ATTENDU que Nous avons jugé

## Licitation

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 361.

## LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, the 10th February, 1909, in a cause in which Antoine Bergeron, farmer, of Saint Helene de Chester, is Plaintiff, and Dame Marie alias Annie Bergeron, wife of Narcisse Belenfant, of Lowell, state of Massachusetts, one of the united states of America and the latter to authorize and assist his said wife for the purpose hereof, Jean Goulet, farmer, of the said parish of Saint Helene de Chester, in his quality of duly appointed tutor in justice to Rose Anna Beauchesne, of the said place of Lowell, Julienne Beauchesne, spinster, and Arthur Beauchesne, laborer, the two latter of the same place of Lowell, are Defendants, ordering the licitation of the following immoveable:

The north west centre part of lot No. 4, of the 2nd range of the township of Chester, containing 50 acres of land in area, now known and described on the official cadastre of the said parish of Saint Helene, under the No. 102.

The immoveable above described will be put at auction and adjudged to the last and highest bidder, the FIFTEENTH day of MARCH, 1909, sitting the court, in the court room of the court house, of the town of Arthabaska, at TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be fore closed from so doing.

GIROUARD & GIROUARD,

Attorneys for the plaintiff.

Arthabaska, 10th February, 1909. 846  
 [First published, 13th February 1909.]

## Proclamation

Canada }  
 Province of } C. A. P. PELLETIER.  
 Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS, in  
*Attorney General.* } and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intitled: "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec, may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof"; AND

à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Pontiac, dans le district de Pontiac, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Nédélec".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Nédélec", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Pontiac, dans le dit district de Pontiac, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Jules Allard, Notre Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton Nédélec, situé dans le comté de Pontiac, est borné en front, vers le sud, par le lac Témiscamingue et la rivière des Quinze, en arrière, au nord, par les terres vacantes de la Couronne, à l'est par le canton Guérin, et à l'ouest par la ligne interprovinciale entre Ontario et Québec; son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant d'un point qui est le coin sud ouest du dit canton Nédélec, et où la ligne interprovinciale entre Ontario et Québec coupe le bord sud de l'île No 2 ou "Wright's Islands" du lac Témiscamingue, située à l'embouchure de la rivière Blanche; de là, le bord de la partie de la dite île située dans la province de Québec, jusqu'à l'embouchure du chenal du diable, une ligne droite traversant cette embouchure, la rive du lac Témiscamingue, jusqu'à l'embouchure de la rivière des Quinze, puis la rive droite de cette dernière jusqu'à un poteau planté à l'angle sud-ouest du canton Guérin; de là, la limite ouest du dit canton Guérin, dont la course est nord cinq minutes et quarante et une secondes est (N. 0° 5' 41" E.) et la longueur dix mille quarante quatre chaînes et cinquante-cinq chaînons, plus ou moins, jusqu'à un autre poteau planté à l'angle nord-ouest du même canton; de là, en ligne droite, suivant la direction de l'ouest astronomique, cinq cent seize chaînes et quatre-vingt-six chaînons, plus ou moins, jusqu'à l'intersection de la ligne interprovinciale entre Ontario et Québec, à un poteau planté par l'arpenteur J. H. Sullivan, en 1895, à treize-deux chaînes et soixante-quinze chaînons au nord du douzième poteau milliaire de la dite ligne interprovinciale; de là, sur cette dernière, dans la direction du sud astronomique, treize milles, huit chaînes et treize chaînons, plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le périmètre du territoire ci-dessus décrit renferme une superficie d'environ quarante quatre mille quatre-vingt-dix acres.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de FEVRIER courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit VINGT-SEPTIÈME jour du mois de FEVRIER courant, un canton sous le nom du canton "Nédélec", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Nédélec", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable

WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Pontiac, in the district of Pontiac, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Nédélec"

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township "Nédélec", the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of Pontiac, in the said district of Pontiac, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Jules Allard, Our Minister of Lands and Forests, in Our said province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township Nédélec, situate in the county of Pontiac, is bounded in front, on the south, by lake Témiscamingue and the river Quinze, in the rear, on the north, by the waste lands of the Crown, on the east by the township Guerin, and on the west by the interprovincial line between Ontario and Quebec; its perimeter may be described as follows to wit :

Starting from a point which is the south west end of the said township Nédélec, and where the interprovincial line crosses the south side of island No. 2 or "Wright's Island" of lake Témiscamingue, situate at the mouth of the river Blanche; thence, the side of the part of the said island situate in the province of Quebec, to the mouth of the devil's channel, a straight line crossing said mouth, the shore of lake Témiscamingue, to the mouth of the river des Quinze, then the right bank of the latter to a post set up on the south west angle of the township Guerin; thence, the western boundary of the said township Guerin, whose course is north five minutes and forty one seconds east (N. 0° 05' 41" E.), and length is ten miles forty-four chains and fifty five links, more or less, to another post on the north west angle of the same township; thence, in a straight line, following the west astronomical direction, five hundred and sixteen chains and eighty six links, more or less, to the intersection of the interprovincial line between Ontario and Quebec, to a post set up by surveyor J. H. Sullivan, in 1895, thirty-two chains and seventy-five links north of the twelfth mile post of the said interprovincial line; thence, on the latter, in the direction astronomically south, thirteen miles eight chains and thirteen links, more or less, to the point of departure.

The perimeter of the territory above described, comprises an area of about forty-four thousand and ninety acres.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the TWENTY-SEVENTH day of the month of FEBRUARY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said TWENTY-SEVENTH day of the month of FEBRUARY instant, a township under the name of the township "Nédélec", all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Nédélec", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the



Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Victoria, chapitre 20, et 59 Victoria chapitre 21, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Compton, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint Henri d'Hereford".

G. A. GIGAULT,  
Sous-Ministre de l'Agriculture.  
Québec, 11 février 1909. 803

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET  
DES PÊCHERIES.

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "Société de Colonisation du district de Montmagny", par certificat en date du 2 février 1909, enregistré au bureau du registraire de la province, le même jour.

Les officiers de la société sont Messieurs Ph. C. Dupuis, président; J. C. Lislois, vice-président et trésorier; Aimé Miville Deschêne, secrétaire, et Elzéar Boulanger, senior, C. E. Létourneau, Elzéar Laberge, Rodrigue Bergeron, Aldéric Simoneau, Joseph Gagnon, J. N. R. Lespérance et J. A. Caron, tous membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de la dite société est dans la ville de Montmagny.

C. R. DEVLIN,  
Ministre de la Colonisation,  
des Mines et des Pêcheries.  
Québec, 10 février 1909. 797

## Demandes à la Législature

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander des amendements à la charte d'incorporation, entr'autres: autorisation de pourvoir à un autre mode de traversée sur le fleuve Saint-Laurent, entre la cité de Québec et la ville de Lévis, contracter avec cette dernière, et emprunter les sommes d'argent requises pour cet objet; pouvoir de modifier et régulariser la construction des bâtisses; contrôle et surveillance ces établissements où il y a des buvettes pour la vente en détail des liqueurs spiritueuses; observance du dimanche et autres objets.

(Signé) H. J. J. B. CHOUINARD,  
Greffier de la cité de Québec.  
Québec, 8 février 1909. 767

Avis est par le présent donné que Margaret Mackay, épouse de William Creighton, et Emily Priscilla Higgs, fille majeure, toutes deux de la cité de Westmount, et Dame Evangeline Dutaud Lagacé, veuve de feu Guillaume Lagacé, Benjamin Ernest Taplin et George Lewis Burland, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant, et toutes autres personnes qui sont maintenant ou qui pourront devenir membres de la congrégation ou église, ou corps incorporé sous le nom de "First Church of Christ Scientist Westmount", avec pouvoir de posséder des immeubles, nommer des officiers et faire des règlements pour son administration et gouverner et pour autres fins.

BUSTEED & LANE,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 9 février 1909. 821

Public notice is hereby given that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, and 59 Victoria, chapter 21, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted into a corporation.

In the county of Compton, the following club is authorized under the following name, to wit:

"Farmers' club of the parish of Saint Henri d'Hereford".

G. A. GIGAULT,  
Deputy Minister of Agriculture.  
Quebec, 11th February, 1909. 804

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND  
FISHERIES.

Public notice is given that a colonization society has been established under the name of "Société de Colonisation du District de Montmagny", by certificate dated the 2nd February, 1909, registered at the registrar's office of the province, the same day.

The officers of the society are Messrs. Ph. C. Dupuis, président; J. C. Lislois, vice-president and treasurer; Aimé Miville Deschêne, secretary and Elzéar Boulanger, senior, C. E. Létourneau, Elzéar Laberge, Rodrigue Bergeron, Aldéric Simoneau, Joseph Gagnon, J. N. R. Lespérance and J. A. Caron, all members of the board of management.

The seat of business of the said society is in the town of Montmagny.

C. R. DEVLIN,  
Minister of Colonization,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 10th February, 1909. 798

## Applications to the Legislature

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of this province, at its next session, for amendments to its charter of incorporation, for the following among other purposes: authority to provide a system of ferry across the river Saint Lawrence, between the city of Quebec and the town of Lévis; to enter into an arrangement with the latter, and to borrow the amount of money necessary for that object; power to modify and regulate the construction of buildings; to control and look after places wherein bars are kept for the sale in retail of spirituous liquors; Sunday observance and other objects.

(Signed) H. J. J. B. CHOUINARD,  
City clerk, Quebec.  
Quebec, 8th February, 1909. 768

Notice is hereby given that Dame Margaret Mackay, wife of William Creighton, and Emily Priscilla Higgs, *filles majeures*, both of the city of Westmount, and Dame Evangeline Dutaud Lagacé, widow of the late Guillaume Lagacé, Benjamin Ernest Taplin and George Lewis Burland, all of the city of Montreal, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act constituting them and all other persons who are now or who may hereafter become members of the congregation or church, a corporate body under the name of First Church of Christ Scientist Westmount, with power to hold real estate, appoint officers and make by-laws for the administration and government and for other purposes.

BUSTEED & LANE,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 9th February, 1909. 822

Avis est donné que la Corporation de l'Evêque Catholique Romain de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui permettant de transporter aux sœurs de Miséricorde de Montréal, l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro deux cent six (No 206), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, district de Montréal, et de faire ce transport avec titre absolu et sans réserve.

LAMOTHE & ST-JACQUES,  
Avocats du requérant.

Montréal, 8 février 1909. 823

La Compagnie de Téléphone Nationale s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte lui octroyant des pouvoirs additionnels, entr'autres, porter le capital actions à \$5,000,000 00, di isé en \$2,000,000 00 d'actions privilégiées quant au remboursement éventuel du capital et portant un intérêt cumulatif n'exédant pas six pour cent par année et rachetables, en tout ou en partie, au gré de la compagnie, en aucun temps après le 1er mars 1914, à raison de \$120 par chaque telle action, et en \$3,000,000 d'actions ordinaires; échanger les actions émises jusqu'au 29 janvier 1909 pour un nombre égal d'actions privilégiées avec droit d'allouer comme bonus une action ordinaire pour chaque groupe de quatre parts détenuës par le même actionnaire; limiter, en certains cas, l'imposition de taxes par les villes, autoriser le conseil de toute corporation municipale à passer, en faveur de la compagnie, toute résolution pour permettre ou faciliter la construction ou l'exploitation d'un réseau téléphonique dans les limites territoriales de telle municipalité, autoriser une émission d'obligations et ratifier l'acte de fidéicommis à ce sujet, avec droit de disposer des actions ordinaires de manière à en faciliter la vente et en donnant la préférence aux actionnaires actuels, et pour autres fins.

785 DEMERS & DEMERS,  
Procureurs de la requérante.

Avis est donné que l'Association de l'Exposition Industrielle de Montréal demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un amendement à sa charte donnant le contrôle de ses finances aux représentants de la cité de Montréal, permettant d'augmenter le nombre de ses directeurs, dispensant de la nécessité d'un fonds de garantie, et advenant la dissolution ou la liquidation de l'Association, faisant retourner son actif à la dite cité.

BEIQUÉ, TURGEON & BEIQUÉ,  
Procureurs de la requérante.

Montréal, 10 février 1909. 813

#### AVIS.

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, que la taxe scolaire prélevée sur la valeur totale des propriétés immobilières imposables des catholiques romains et des neutres, soit augmentée d'un dixième de cent dans la piastre, afin de créer avec le produit de cette augmentation un fonds spécial qui servira exclusivement à payer les intérêts et le fonds d'amortissement sur les emprunts faits et à faire, à acquérir des terrains pour les écoles, construire des nouvelles écoles et agrandir et modifier des écoles déjà construites.

U. LAFONTAINE,  
Sec.-trésorier.

Montréal, 10 février 1909. 819

"The Sterling Fire Insurance Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte enlevant, en certains cas, toute restriction quant à la durée de ses contrats.

DEMERS & DEMERS,  
Procureurs de la requérante.

790

Notice is given that the Corporation of the Roman Catholic Bishop of Montreal will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act allowing him to transfer to the sisters of Mercy, of Montreal, the immoveable known and described as being the number two hundred and six (No. 206), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, district of Montreal, and to make such transfer with a free and absolute title.

LAMOTHE & ST-JACQUES,  
Attorneys for applicant.

Montreal, 8th February, 1909. 824

The National Telephone Company will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to grant it additional powers, among others, to raise the capital stock to \$5,000,000.00, divided into \$2,000,000 00 preferred stock as to the eventual repayment of the capital and bearing cumulative interest not exceeding six per cent per annum, and redeemable, wholly or in part, at the pleasure of the company, any time after the 1st March, 1914, at the rate of \$120 per share and \$3,000,000.00 in common stock, to exchange the shares issued up to the 29th January, 1909, for an equal number of preferred shares with right to allow as bonus one common share for each group of four shares held by the same shareholder; to limit, in certain cases, the assessments by the towns, to authorize the council of any municipal corporation to pass, in favor of the company any resolution to permit or facilitate the building or operating of a telephone system within the territorial limits of such municipality, to authorize an issue of debentures and ratify the deed of trust to such effect, with the right to dispose of the common stock in a manner to facilitate the sale thereof, and by giving the preference to the actual shareholders, and for other purposes.

786 DEMERS & DEMERS,  
Attorneys for applicant.

Notice is given that, at the next session of the Legislature of Québec, The Montreal Industrial Exhibition Association will apply for an amendment to its charter giving the control of its finances to the representatives of the city of Montreal, authorizing it to increase the number of its directors, dispensing from the necessity of a guarantee fund, and providing for the reversion of its assets to the said city in case of liquidation.

BEIQUÉ, TURGEON & BEIQUÉ,  
Attorneys for the applicants.

Montreal, 10th February, 1909. 814

#### NOTICE.

The Montreal Catholic School Board will ask the Quebec Legislature, at its next session, that the school tax levied on the total value of the taxable real estate of the roman catholic and neutral parishes be increased by one (1) mill on the dollar, that the proceeds of this increase be employed exclusively to pay the interest and sinking fund on its bonds issued, and to be issued, as well as to purchase school sites, erect new schools, enlarge and alter old ones.

U. LAFONTAINE,  
Sec.-treasurer.

Montreal, 10th February, 1909. 820

The Sterling Fire Insurance Company will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to remove, in certain cases, any restriction in regard to the duration of its contracts.

DEMERS & DEMERS,  
Attorneys for applicant.

790

Avis est par les présentes donné que Alfred St. Cyr, courtier d'assurances, Georges Gonthier, auditeur, Albert P. Frigon, comptable, Alfred Gravel, comptable, Joseph Boule, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués, avec ceux qui pourraient s'adjoindre à eux, en corporation, sous le nom de "Crédit Hypothécaire, Municipal et Paroissial", avec pouvoirs :

(A) D'agir en qualité de sequestre, fidéicommissaire, syndic, liquidateur, exécuteur, auditeur, caution civile ou judiciaire, agent financier et procureur ;

(B) De prêter et emprunter de l'argent pour son compte ou pour le compte d'autres personnes, sur valeurs mobilières ou immobilières quelles qu'elles soient et d'en garantir ou non le remboursement ;

(C) De recevoir des dépôts en argent ou en biens mobiliers de toute nature et de faire affaires à titre de compagnie de dépôts de sûreté ou d'entrepôts ;

(D) De faire des achats et des ventes de biens mobiliers et immobiliers ;

(E) De favoriser la formation de compagnies, d'acquiescer leurs actions et leur actif, ainsi que l'actif de sociétés et de personnes ;

(F) D'agir en qualité d'agent pour enregistrement ou contresigning de certificats d'actions ou d'autres valeurs et remplir tout mandat ;

(G) D'émettre des obligations ordinaires ou spéciales, avec ou sans garantie spéciale, et aux conditions qui pourront être arrêtées.

Le capital action de la compagnie sera de un million de piastres, divisé en actions de cent piastres chacune, nominatives ou au porteur, mais pourra être augmenté de temps à autre avec le consentement de ses membres.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, mais la compagnie pourra établir des succursales en d'autres endroits

L. P. BERARD,

Procureur des requérants.

Montréal, 5 février 1909.

815

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 40 Victoria, chapitre 23, et pour autoriser la perception d'une taxe scolaire spéciale de pas plus de trois millièmes dans la piastre de l'évaluation des immeubles appartenant exclusivement aux protestants, en addition à la taxe scolaire de la cité, et pour établir, changer et percevoir les charges scolaires.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 10 février 1909.

777

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à avoir son bureau principal en la ville de Lévis, enlevant toute restriction, quant aux limites territoriales où la compagnie peut faire affaires et pour que les dispositions de sa charte spéciale, 5 Ed. VII, ch. 70, ne soient pas affectées par la loi 8 Ed. VII, ch. 69, en ce qui concerne le montant minimum de son capital-actions souscrit et autres dispositions.

DEMERS & DEMERS,

Procureurs de la requérante.

787

Avis est par les présentes donné que Narcisse Emilien Brais, commerçant, Joseph L. Perron, avocat et conseil du roi, et Joseph Perrault, architecte, tous trois de la cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et de fiduciaires de la succession de feu Alexis Brunet, en son vivant avocat, du même lieu, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant

Public notice is hereby given that Alfred St. Cyr, insurance broker ; Georges Gonthier, auditor, Albert P. Frigon, accountant, Alfred Gravel, accountant, Joseph Boule, book-keeper, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of becoming incorporated, together with those who may be associated with them, under the name of the "Credit Hypothécaire, Municipal et Paroissial", with power :

(A) To accept and hold the office and perform all the duties of sequestrator, trustee, assignee, liquidator, executor, curator, auditor, surety either civil or judicial, financial agent and attorney ;

(B) To lend and to borrow money, either on its own account or for the account of other persons, on any movable or immovable property and to either guarantee or not the reimbursement thereof ;

(C) To receive deposits in money or in movables of any nature or kind whatsoever and to do business as a safety deposit company or as bonded warehousemen ;

(D) To effect the purchase and sale of movables and immovables ;

(E) To promote or assist in promoting companies, to acquire their shares and assets, as well as the assets of partnerships and persons ;

(F) To act as transfer agent in registering or countersigning stock certificates or other securities and to fulfil any mandate whatever ;

(G) To issue ordinary or special bonds or debentures, with or without special security and upon such conditions as may be determined.

The capital stock of the company will be one million dollars, divided into shares of one hundred dollars each, payable nominatively or to bearer ; but may be increased from time to time with the consent of its members.

The head office of the company will be in the city of Montreal, but the company may establish branches in other places.

L. P. BERARD,

Attorney for petitioner.

Montreal, 5th February, 1909

816

Public notice is hereby given that the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to amend the act 40 Victoria, chapter 23, and to authorize the levying of a special school tax of not more than three mills on the dollar of the valuation of real estate belonging exclusively to protestants, in addition to the city school tax, and to provide for the fixing, altering, and collecting of school fees.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 10th February, 1909.

778

The mutual fire insurance company of Montmagny will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to have its head office in the town of Lévis, to remove any restriction, as to the territorial limits within which the company may do business, and so that the provisions of its special charter, 5 Ed. VII, ch. 70, be not affected by the act 8 Ed. VII, ch. 69, in regard to the minimum amount of its subscribed capital stock and other provisions.

DEMERS & DEMERS,

Attorneys for applicant.

788

Notice is hereby given that Narcisse Emilien Brais, trader, Joseph L. Perron, advocate and King's Counsel, and Joseph Perrault, architect, all three of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors and fiduciaries to the estate of the late Alexis Brunet, in his lifetime advocate, of the same place, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm a resolution

et confirmant une résolution du conseil de la ci-devant ville de Notre-Dame-des-Neiges, maintenant le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, en date du 6 novembre, 1906, par laquelle permission leur a été accordée de faire des rues moindres de 66 pieds et pas moindres de 33 pieds, sur un immeuble alors connu sous les numéros officiels 3-1 à 3-7, inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, et maintenant connu et désigné sous les numéros officiels 3-8 à 3-52, inclusivement aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, et pour leur accorder permission de faire sur le dit immeuble des rues moindres de 66 pieds et pas moindres de 33 pieds de largeur.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 10 février 1909. 801

of the council of the town of Notre Dame des Neiges, now Mount Royal ward, of the city of Montreal, dated the 6th November, 1906, whereby permission was to them granted to open streets of less than 66 feet width and not less than 33 feet, on an immoveable then known under the official numbers 3-1 to 3-7, inclusive on the official plan and book of reference of the village of la Côte des Neiges, and now known and designated under official numbers 3-8 to 3-52, inclusive on the official plan and book of reference of Mount Royal ward, of the city of Montreal, and to grant them permission to open on said immoveable, streets of less than 66 feet width, but not less than 33 feet width.

ARCHER, PERRON & TASCHERFAU,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 10th February, 1909. 802

### Avis Divers

Province de Québec, district de Montréal, No 547.—Florina Bibeau, épouse de Joseph Sylvestre, boucher, des cité et district de Montréal, autorisée à ester en justice, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAFLAMME, MITCHELL,  
& CHENEVERT.  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 10 février 1909. 811

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Montreal, No. 547.—Florina Bibeau, wife of Joseph Sylvestre, of the city and district of Montreal, butcher, authorised to *ester en justice*, has instituted this day, an action in separation as to property against her husband.

LAFLAMME, MITCHELL  
& CHENEVERT,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 10th February, 1909. 812

### Avis de Faillites

#### District de Beauce.

Re Thos. H. Paré, marchand, Tring Jonction,  
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au premier mars 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 11 février 1909. 841

#### District de Rimouski.

Joseph Dubé, de Cedar Hall, marchand, a, le 5 février 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 11 février 1909. 839

Avis est par le présent donné que Arthur Laroche, de Notre-Dame du Sacré-Cœur, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9 février 1909.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
829 Gardiens provisoires.

Avis est par le présent donné qu'un second dividende a été déclaré dans l'affaire de J. E. Dulac, de Saint-Marcel, payable le ou après le 2 mars 1909.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
831 Curateurs conjoints

#### District of Beauce.

Re Thos. H. Paré, merchant, Tring Junction,  
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until first March, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building  
Quebec, 11th February, 1909. 842

#### District of Rimouski.

Joseph Dubé, of Cedar Hall, merchant, has, on the 2th of February, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 11th February, 1909. 840

Notice is hereby given that, Arthur Laroche, of Notre-Dame du Sacré-Cœur, merchant, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 9th February, 1909.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
830 Provisional guardians.

Notice is hereby given that a second dividend has been declared in the matter of J. E. Dulac, of Saint Marcel, payable on or after the 2nd March, 1909.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
832 Joint curators.

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Ephrem Perreault, charretier et  
 entrepreneur de pompes funèbres, des cité et  
 district de Saint-Hyacinthe, Cédant ;  
 et

Joseph Napoléon Cabana, courtier d'assurance, et  
 comptable, de la dite cité de Saint-Hyacinthe,  
 Cessionnaire.

Avis est par les présentes donné que, le 6 février  
 courant, le cédant a fait, entre mes mains, une  
 cession volontaire de ses biens, pour le bénéfice de  
 ses créanciers, par acte reçu devant M<sup>re</sup> Jules  
 St. Germain, notaire, Saint-Hyacinthe.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 le cédant, sont requises de les procurer, dûment  
 assermentées, au bureau du soussigné, en la dite  
 cité de Saint-Hyacinthe, sous trente jours de cette  
 date.

J. N. CABANA,  
 Cessionnaire.

Saint-Hyacinthe, 8 février 1909. 781

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de Arthur L. Desève, marchand, de  
 Magog, P. Q., Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débi-  
 teur a fait, ce 8e jour de février 1909, un abandon  
 judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses  
 créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

VINCENT LAMARRE,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 10 février 1909. 817

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }  
 No 64.

Denault Grain & Provision Co., Demanderesse ;

vs  
 Joseph Lespérance, Lac Mégantic,  
 Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a  
 été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-  
 tion jusqu'au vingt-septième jour de février 1909,  
 après laquelle date les dividendes seront payables  
 dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,  
 Curateur.

Sherbrooke, 11 février 1909. 769

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 In re Edwin C. Furst, restaurateur, de la cité de  
 Montréal, "Bodega Wine Co.", Failli ;  
 et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier  
 et dernier bordereau de dividende est préparé et  
 sera payable à mon bureau, le et après le deux-  
 ième jour de mars 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal. 825

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de F. Schryburt & Cie, Québec,  
 Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bor-  
 dereau de dividende de 25 pour cent a été préparé  
 en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2  
 mars 1909, après laquelle date ce premier dividende  
 sera payable à mon bureau.

GEORGE DARVEAU,  
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
 Québec, 13 février 1909. 843

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*  
 In the matter of Ephrem Perreault, carter and un-  
 dertaker, of the city and district of Saint Hy-  
 acinth, Assignor and debtor ;  
 and

Joseph Napoléon Cabana, of the said city of Saint  
 Hyacinth, insurance broker and accountant,  
 Assignee.

Public notice is hereby given that, on the 6th  
 day of February instant, the said Ephrem Perreault  
 has made a voluntary assignment in my hands of  
 all his goods, chattels, movable and immovable,  
 book debts, and of all his property real and per-  
 sonal, for the common benefit of his creditors, by  
 virtue of a deed of assignment executed before  
 M<sup>re</sup> Jules St. Germain, notary public, at Saint  
 Hyacinth.

Creditors are requested to file their claims duly  
 sworn to, with the undersigned, at his place of bu-  
 siness in the said city of Saint Hyacinth, within  
 thirty days from this date.

J. N. CABANA,  
 Assignee.

Saint Hyacinth, 8th February, 1909. 782

Province of Quebec, }  
 District of Saint-François. } *Superior Court.*  
 In the matter of Arthur L. Desève, merchant of  
 Magog, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent  
 has made, the 8th day of February, 1909, a judicial  
 abandonment of his property for the benefit of his  
 creditors, in the office of the prothonotary of this  
 court.

VINCENT LAMARRE,  
 Provisional guardian.

Office : 99, Saint James Street.  
 Montreal, 10th February, 1909.

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }  
 No. 64.

Denault Grain & Provision Co., Plaintiffs ;

vs  
 Joseph Lespérance, Lac Mégantic,  
 Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, open to objection until the twenty  
 seventh day of February, 1909, after which date  
 dividends will be payable at my office, 125, Wel-  
 lington street, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,  
 Curator.

Sherbrooke, 11th February, 1909. 770

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re Edwin C. Furst, restaurant-keeper, of the city  
 of Montreal, "Bodega Wine Co.", Insolvent ;  
 and

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Notice is hereby given that a first and final divid-  
 end sheet is prepared and will be payable at my  
 office, on and after the second day of March,  
 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal. 826

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 In the matter of F. Schryburt & Co., Quebec,  
 Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet  
 of 25 per cent has been prepared in this matter,  
 and will be open to objection until the 2nd March,  
 1909, after which date this first dividend will be  
 payable at my office.

GEORGE DARVEAU,  
 Curateur.

Office : 244, Saint-Joseph street.  
 Quebec, 13th February, 1909. 844

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de J. Alf. Bélanger, de Montréal,  
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 janvier 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curateur.

11. Place d'Armes, Montréal.  
 Montréal, 1er février 1909. 847

Canada, }  
 Province of Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District of Montreal. }  
 Dans l'affaire de Joachim Sicotte, Montréal.

Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 mars 1909, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curateur.

11. Place d'Armes, Montréal.  
 Montréal, 13 février 1909. 827

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 7.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS** :—Dimes Arsenault vs Finet, 385 ; Bélanger vs Trudeau, 384 ; Belisle vs Morin, 385 ; Bibeau vs Sylvestre, 400 ; Corbeau vs Boivin, 386 ; Dessureault vs Trottier, 385 ; Gauthier vs Paquette, 385 ; Gervais vs Savard, 384 ; Lapeyre vs Lelarge, 384 ; Leblond vs Chaillez, 385 ; Mawby vs Lanoix, 385 ; Pelletier vs Brunet, 385 ; Provençal vs Provençal, 384.

**ANNONCEURS** :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 361.

**ARRÊTÉS EN CONSEIL** :—Tarif de péage, 396.

**AVIS** :—Cour d'Echiquier du Canada, 386 ; Société de colonisation du district de Montmagny, 397.

**BILLS PRIVÉS, P. Q.** :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 370 ; Conseil législatif, 369.

**CERCLE AGRICOLE** :—Formation de :—Paroisse de Saint-Henri d'Hereford, 397.

**COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS** :—Cobalt-Rosario Mining Coy, 364.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE** :—Association de l'Exposition Industrielle de Montréal, 398 ; Beaubien, Octave, 379 ; Bélanger, J. A., 373 ; Brais, Narcisse Emilien et autres, 400 ; Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, 399 ; Canadian Light & Power Coy., 383 ; Chaput, Charles et autres, 381 ; Cité de Montréal, 379 ; Cité des Trois-Rivières, 375 ; Clérout, Louis-Joseph Vitalien, 384 ; Commission des écoles catholiques de Montréal, 379 ; Compagnie d'assurance mutuelle du commerce, 382 ; Corporation de l'Évêque catholique romain de Montréal, 398 ; Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, 378 ; Corporation du village de Laprairie, 385 ; Corporation municipale de

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of J. Alf. Belanger, of Montreal,  
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 26th of January, 1909, I have been appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate must file them with me, within thirty days from this date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curator.

11. Place d'Armes, Montreal.  
 Montreal, 1st February, 1909. 848

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal. }  
 In the matter of Joachim Sicotte, Montreal.

Insolvent.

A first and final dividend sheet, has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd March, 1909, after, which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,  
 Curator.

11. Place d'Armes, Montreal.  
 Montreal, 13th February 1909. 828

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 7.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY** :—Dimes Arsenault vs Finet, 385 ; Bélanger vs Trudeau, 384 ; Belisle vs Morin, 385 ; Bibeau vs Sylvestre, 400 ; Corbeau vs Boivin, 386 ; Dessureault vs Trottier, 385 ; Gauthier vs Paquette, 385 ; Gervais vs Savard, 384 ; Lapeyre vs Lelarge, 384 ; Leblond vs Chaillez, 385 ; Mawby vs Lanoix, 385 ; Pelletier vs Brunet, 385 ; Provençal vs Provençal, 384.

**ADVERTISERS** :—Notice to :—Respecting notices, &c 361.

**ORDER IN COUNCIL** :—Tariff of tolls, 396.

**NOTICES** :—Exchequer Court of Canada, 386 ; Colonization society of the district of Montmagny, 397.

**PRIVATE BILLS, P. Q.** :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 370 ; Legislative Council, 360.

**FARMER'S CLUB** :—FORMATION OF :—Parish of Saint Henri d'Hereford, 397.

**COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS** :—Cobalt-Rosario Mining Coy, 364.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE** :—Association de l'Exposition Industrielle de Montréal, 398 ; Beaubien, Octave, 379 ; Bélanger, J. A., 373 ; Brais, Narcisse Emilien and others, 400 ; Protestant Board of School Commissioners of the city of Sherbrooke, 399 ; Canadian Light & Power Co., 383 ; Chaput, Charles and others, 381 ; City of Montreal, 379 ; City of Three Rivers, 375 ; Clérout, Louis Joseph Vitalien, 380 ; The Montreal Catholic School Board, 379 ; Commercial Mutual Insurance Company 382 ; Corporation de l'Évêque catholique romain de Montréal, 398 ; The Quebec & Lake Saint John Railway Company, 378 ; Corporation du village de Laprairie, 375 ; Municipal Corporation of Sainte Anne de Beaupré, 378 ;

- Sainte-Anne de Beaupré, 378 ; Corporation de la ville Emard, 377 ; Corporation de la ville de Limoilou, 373 ; Dionne, Dme Marie Eugénie, 378 ; Dugas, Côte et autres, 374 ; Emilien et autres, 399 ; Eastern Trust Coy., 377 ; First Church of Christ Scientist Westmount, 397 ; Fraser Malcolm et autres, 378 ; Kotsogianopoulos et autres, 379 ; La compagnie de téléphone Nationale, 398 ; La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Montmagny, 400 ; La cité de Québec, 397 ; La ville de Maisonneuve, 382 ; La compagnie de pouvoir électrique Québec, 376 ; La ville de Saint-Louis, 376 ; Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve Railway Co, 383 ; Le Crédit Hypothécaire municipal et paroissial, 399 ; Lemoine, Gaspard et autres, 383 ; Les grevés et curateurs de feu Isaïe Hurtubise, fils, 373 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 373 ; Lymans, limited, 381 ; Massé, C. A. et autres, 3 ; Matthews, G. W. O. et autres, 376 ; Merchants' Light, Heat & Power Coy, 380 ; Modification de la charte de la Montreal Light, Heat and Power Coy, 374 ; Montreal Trust & Deposit Co, 374 ; Municipalité du village de Sainte-Thècle, 375 ; Provencher, Joseph Adélar, 378 ; Représentant légal de feu William Murray, 374 ; Révérends Pères Vanhaecke et autres, 382 ; Shawinigan Falls General Hospital, 381 ; Succession Henry Wilson, 373 ; Succession de feu Dame Pemberton, 391 ; Têtu (Dlles) Herminie et autres, 376 ; The Sterling Fire Insurance Coy, 398 ; Turgeon, Alexis, 376 ; Vandyke, George et autres, 383.
- Corporation of the town Emard, 377 ; Corporation of the town of Limoilou, 373 ; Dionne, Dme Marie Eugénie, 378 ; Dugas, Côte and others, 374 ; Emilien and others, 399 ; Eastern Trust Coy., 377 ; First Church of Christ Scientist Westmount, 397 ; Fraser Malcolm and others, 378 ; Kotsogianopoulos and others, 379 ; The National Telephone Coy, 398 ; The Mutual Fire Insurance Company of Montmagny, 400 ; The city of Québec, 397 ; The town of Maisonneuve, 382 ; La compagnie de pouvoir électrique Québec, 376 ; La ville de Saint Louis, 376 ; Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Co, 383 ; Le Crédit Hypothécaire municipal et paroissial, 399 ; Lemoine, Gaspard and others, 383 ; The institutes and curator of the late Issie Hurtubise, jr., 373 ; Ligue Antialcoolique de Québec, 373 ; Massé, C. A. and others, 3 ; Lymans, limited, 381 ; Matthews, G. W. O. and others, 376 ; Merchants' Light, Heat and Power Coy., 380 ; Amending the charter of Montreal Light, Heat and Power Coy, 374 ; Montreal Trust and Deposit Coy, 374 ; Municipality of the village of Saint Thècle, 375 ; Provencher, Joseph Adélar, 378 ; Legal representative of the late William Murray, 374 ; Reverends Fathers Vanhaecke and others, 382 ; Shawinigan Falls General Hospital, 381 ; Estate Henry Wilson, 373 ; Estate of the late Dme Pemberton, 391 ; Têtu (Dlles) Herminie and others, 376 ; The Sterling Fire Insurance Coy, 398 ; Turgeon, Alexis, 376 ; Vandyke, George and others, 383.
- FAILLIS** : — Bélanger, 402 ; Desève, 401 ; Dubé, 400 ; Dulac, 402 ; Furst, 401 ; Lapière & Hébert, 386 ; Laroche, 402 ; Lesage, 386 ; Lespérance, 401 ; Paré, 400 ; Perreault, 401 ; Schryburt & Co, 401 ; Sicotte, 402.
- LETTERS PATENTES** : — Campbell, Gilday Coy, 366 ; La Cie Grenon & Frères, 364 ; The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Coy, 365 ; The Perpetual Ledger Coy, 364 ; Thetford Robertson Improvement Co, 366.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES** : — Demande d'annexer ou d'ériger : — Canton Guérin, 369 ; Divers lots de Saint-Damase, comté de Matane, au canton Cabot, 369.
- NOMINATIONS** : — Commissaire d'écoles : — Bryson, 361.  
Conseiller municipal : — Saint-Didace, 361.  
Grand constable : — District de Saint-François, 393.  
Juges de paix : — Montmagny, 393 ; Montréal, 393 ; Arthabaska, 394 ; Richelieu, etc., 394.
- NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT** : — Charles Bédard, 368 ; Jos. Omer Adélar Lémire, 369.
- ORDRE DE COUR** : — Succession Robitaille, 387.
- PROCLAMATIONS** : — Canton Nédélec, 394 ; Convocation des Chambres, 333 ; Municipalité du village d'Ayer's Cliff, 362.
- RATIFICATION** : — Marion et al et Pelletier, 387.
- RÈGLE DE COUR** : — Weaver vs Allard et al, 387.
- VENTE POUR TAXES MUNICIPALES** : — Beauharnois, 388.
- INSOLVENTS** : — Bélanger, 402 ; Desève, 401 ; Dubé, 400 ; Dulac, 402 ; Furst, 401 ; Lapière & Hébert, 386 ; Laroche, 402 ; Lesage, 386 ; Lespérance, 401 ; Paré, 400 ; Perreault, 401 ; Schryburt & Co, 401 ; Sicotte, 402.
- LETTERS PATENT** : — Campbell, Gilday Coy, 366 ; La Cie Grenon & Frères, 364 ; The Montreal and Saint Lambert Terminal Development Coy, 365 ; The Perpetual Ledger Coy, 364 ; Thetford, Robertson Improvement Coy, 366.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — Application to annex or to erect : — Township Guérin, 369 ; Several lots of Saint Damase, county of Matane, to the township Cabot, 369.
- APPOINTMENTS** : — School commissioner : — Bryson, 361.  
Municipal councillor : — Saint-Didace, 361.  
High constable : — District of Saint Francis, 393.  
Justices of the peace : — Montmagny, 393 ; Montreal, 393 ; Arthabaska, 394 ; Richelieu, &c, 394.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER** : — Charles Bédard, 368 ; Jos. Omer Adélar Lémire, 369.
- ORDER OF THE COURT** : — Estate Robitaille, 387.
- PROCLAMATION** : — Township Nédélec, 394 ; Parliament convoked, 363 ; Municipality of the village of Ayer's Cliff, 362.
- RATIFICATION** : — Marion et al et Pelletier, 387.
- RULE OF COURT** : — Weaver vs Allard et al, 387.
- SALE FOR MUNICIPAL TAXES** : — Beauharnois, 388.

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :

- BEAUCÉ :—Réhaume vs Blais, 389.
- BEDFORD :—Dme Gleason vs Neil, 389 ; Prémond vs Gervais, 389.
- CHICOUTIMI :—Tremblay vs Tremblay, 390.
- JOLIETTE :—Goudbout dit Latendresse vs Beauchamp, 391 ; Rivest (Dme) vs héritiers Lepage et al, 391 ; Robert vs Gadoury, 391.
- MONTREAL :—Forest et al vs Robert, 392 ; Guilbert vs Lamothe, 392.
- QUÉBEC :—Cantin vs Bérubé, 392.
- TROIS-RIVIÈRES :—Fitzpatrick vs Corporation de la cité des Trois Rivières, 393 ; McDougall vs Lavergne, 393.

## SHERIFFS' SALES :

- BEAUCÉ :—Réhaume vs Blais, 389.
- BEDFORD :—Dme Glaason vs Neil, 389 ; Prémond vs Gervais, 389.
- CHICOUTIMI :—Tremblay vs Tremblay, 390.
- JOLIETTE :—Goudbout dit Latendresse vs Beauchamp, 391 ; Rivest (Dme) vs heirs Lepage et al, 391 ; Robert vs Gadoury, 391.
- MONTREAL :—Forest et al vs Robert, 392 ; Guilbert vs Lamothe, 392.
- QUÉBEC :—Cantin vs Bérubé, 392.
- THREE RIVERS :—Fitzpatrick vs Corporation of the city of Three Rivers, 393 ; McDougall vs Lavergne, 393.

